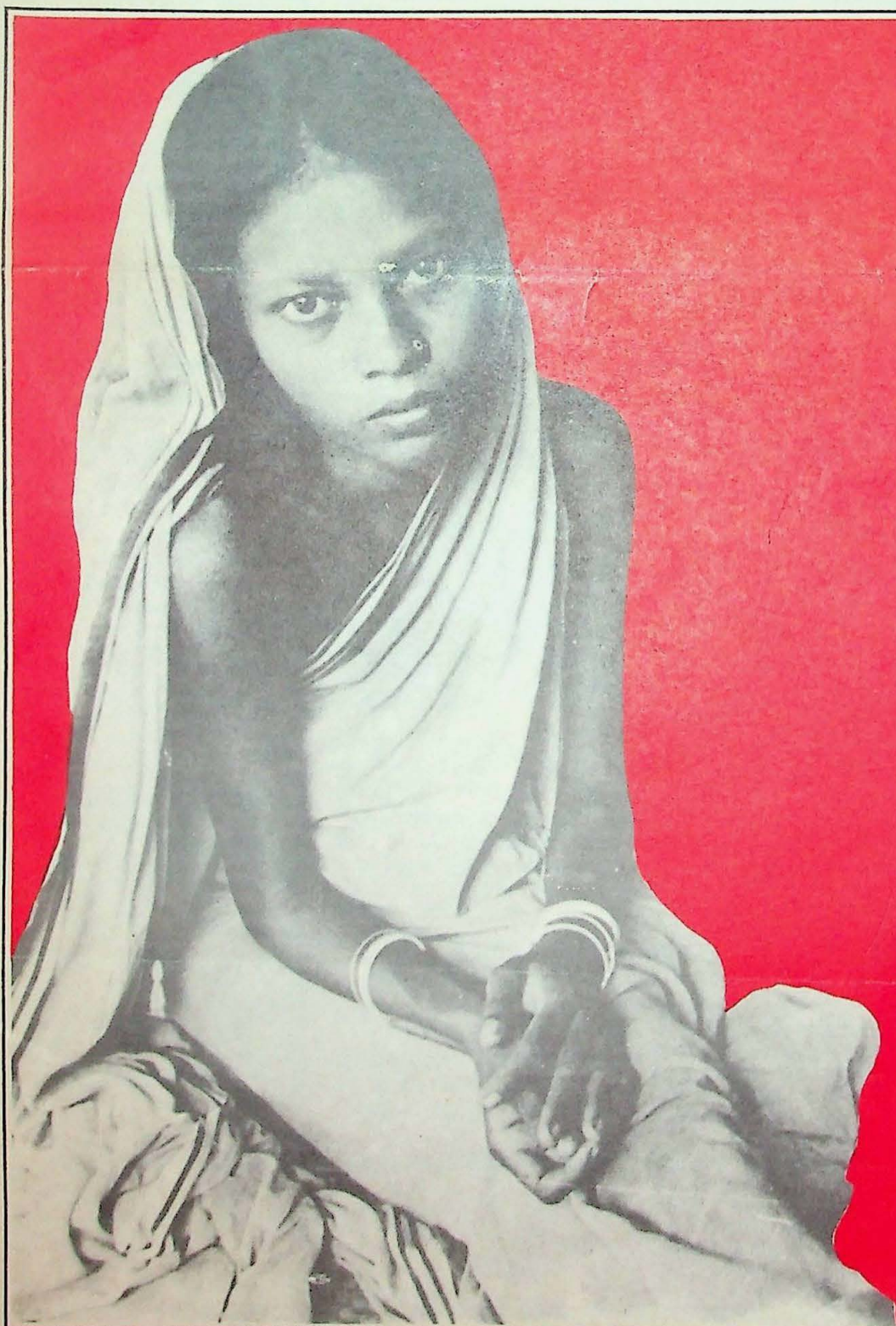


page 4 : Lycéens : la lutte continue

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
N° 517, 1,50 F  
JEUDI 9 DECEMBRE 1971



le  
Bangla-Desh

entre  
le marteau  
et l'enclume



# T.S. et ses lecteurs

Françoise Claire

Depuis la reprise du « Courrier des Lecteurs » dans le n° 516 de « T.S. », nous avons pu, avec les nombreuses lettres reçues, faire un travail de synthèse dont nous donnons ci-après les grandes lignes :

● « T.S. » est indispensable à un parti révolutionnaire ;

● « T.S. » est meilleur depuis la rentrée ; (opinions rencontrées dans les lettres de Michel Bourdier de Saint-Lo (50), de François Mauguen, de Suresnes (92), François, lycéen à Kuntange (57), Arlette Rainemel (Paris-14').

Les critiques qui nous sont adressées portent surtout sur le style employé dans les articles publiés.

● Si « T.S. » veut accroître son audience, le souci numéro un de la Rédaction doit être d'employer un vocabulaire « simple ». « C'est l'évidence même que si « T.S. » parlait simplement, il doublerait son influence » (Fédération de l'Yonne - Section de Houilles (78).

● Louis Moutier (responsable presse de la Section P.S.U.

d'Avenelles (59), demande que « périodiquement on s'assure de la manière dont les travailleurs de la base comprennent les articles et que le contrôle soit fait avant la parution, ou bien ne pourrait-on envisager de faire toutes les quatre semaines un numéro spécial de « T.S. », plus spécialement destiné à la vente militante ». Même préoccupation chez A. Ponce, Sens (89) : « Vous ne pouvez croire à quel point cette question de la clarté du style et de la simplicité du vocabulaire a de l'importance - 50 % des lecteurs de « T.S. » ne comprennent pas les termes tels que « la pertinence des annotations », « l'image mystifiante », « cette pseudo-participation... qui relève de la figuration », « la force intrinsèque du problème » qui sont facilement remplaçables par des termes plus simples, par exemple « la justesse de ces remarques », « l'image trompeuse », etc. De même, François Mauguen, Suresnes (92) : « En premier lieu, il faut admettre que « T.S. » s'adresse aux travailleurs... par eux, il doit être lu, il doit être compris. Deux écueils sont donc à éviter : le jargon pseudo-intel-

lectuel et le jargon dit « révolutionnaire ». Ceux-ci fleurissent trop souvent dans la rubrique « Vie culturelle ». Ceci nous amène à parler de l'opinion des lecteurs sur les pages culturelles. François Mauguen dit qu'il faudrait les repenser, les rendre lisibles, voire les supprimer purement et simplement. La section de Sens (89) demande qu'elles soient remplacées par « des chroniques de télévision plus fréquentes, de films, des chroniques théâtrales assez rares et portant sur des pièces politiquement importantes (exemple : 1789), des sélections hebdomadaires de télévision, de films, livres, pièces de théâtre. »

● Plusieurs camarades (dont François Mauguen et Pierre Valadon (ce dernier de Colombes (92), pensent que « de plus en plus, « T.S. » ne devrait pas être utilisé pour des débats entre les différentes tendances. Ceux-ci devraient se dérouler dans le cadre d'un bulletin intérieur du Parti, qui serait adressé tous les mois à tous les adhérents ». « Il faut éliminer de tous les écrits dans « T.S. », les divergences profondes, malai-

ses, luttes intestines, remous internes, les étalages de textes minoritaires que la masse ne comprend pas, les luttes de tendances, de fractions qui donnent l'impression de nous dévorer entre nous et que la presse bourgeoise s'empresse d'étaler pour désorienter les masses, les déboussoler et toujours entretenir la suspicion, la peur d'agir de la masse ». Par contre, François Mauguen pense que « T.S. » est le journal du P.S.U. et qu'il a un porte-parole : son secrétaire général. Il conviendrait donc d'y lire chaque semaine un éditorial du secrétaire général reflétant la vie du parti, sur les événements de la semaine politique, sociale ou économique. » Avec la section de Sens, il souhaite que « sans attendre la catastrophe, les sections soient tenues régulièrement au courant de la situation de « T.S. », afin qu'ayant une trésorerie saine, il puisse paraître normalement et régulièrement. » Pour que cela soit assuré, nos correspondants suggèrent d'augmenter le prix de vente s'il y a lieu. « Un bilan financier trimestriel doit être possible. »

## Quelques critiques de détail :

Attention à la page de couverture. A ce sujet, Michel Bourdier Saint-Lô, (50), signale que le n° 514 aurait été beaucoup plus vendable (surtout par les camarades de la Lorraine) si le titre « La lutte ou la valise » avait été précédé du mot « Lorraine ».

J. Madec, de Quimper (295), signale que « la vente militante serait facilitée si les sections connaissaient le thème général ou le sujet d'un article important à paraître la semaine suivante. »

● Sur le plan « international », nos lecteurs sont moins sensibilisés ; cependant ils demandent moins de grandes études sur un pays donné, mais des explications précises qui permettent à la base de comprendre la politique internationale : « Pourquoi la Chine Populaire a-t-elle été acceptée maintenant à l'O.N.U. ? - La défaite des U.S.A. pour Formose - Quel est l'enjeu réel de la guerre entre l'Inde et le Pakistan ? »

Sauver T.S. l'initiative centrale Sauver T.S.  
1 abonné par militant

# ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom) \_\_\_\_\_

Adresse complète : Rue \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

N° Département \_\_\_\_\_

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F  (1) 6 mois (26 numéros) 26 F

Afin d'aider TRIBUNE SOCIALISTE je souscris un abonnement de soutien

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bi-mestrielle CRITIQUE SOCIALISTE

1 an  6 numéros « C.S. »  74 F   
 52 numéros « T.S. »

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN nous sommes heureux de vous offrir le livre :

« Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS 15<sup>e</sup> - C.C.P. PARIS 5826-65

(1) Cocher la case correspondante.



# Au sommaire

**L**E brusque développement des luttes lycéennes nous rappelle que la crise idéologique du capitalisme français est toujours ouverte. Les lycéens du P.S.U. font page 4 la chronologie des événements récents et expliquent les conditions d'une poursuite de leur mouvement.



La révolution, qu'est-ce que c'est ?

**L**A révolution qu'est-ce que c'est ? Le P.S.U. propose que sur la base de l'expérience des luttes et des revendications populaires, un projet de transition socialiste soit construit. « T.S. » du 25 novembre a montré dans quel cadre l'élaboration de ce projet socialiste s'inscrit. Dans ce numéro-ci, F. Soulage et G. Féran ouvrent une rubrique qui paraîtra régulièrement dans « T.S. » et qui a pour but de faire avancer le travail sur ce projet (pages 6 et 7).

**D**ANS la guerre d'influence que se livrent au Pakistan les impérialistes de tous bords, un peuple entier risque de disparaître : le peuple bengali. Henry Rosingart dénonce les intérêts sordides qui ne font que se servir de millions de réfugiés à leurs fins propres. Par là même, il introduit le débat qui doit s'ouvrir dans l'extrême gauche sur ce problème (page 10).



**L**E mouvement ouvrier européen s'est peu préoccupé des conséquences économiques et sociales du Marché commun. Or une lutte exemplaire se déroule aujourd'hui à Strasbourg. Elle ouvre la voie d'une coopération internationale des travailleurs contre l'exploitation patronale. C'est tout ce problème qui va prendre de plus en plus d'importance dans la stratégie ouvrière que Bernard Jaumont expose page 12.



éditorial

## Ils disent unité, ils pensent élections

Alain Ranou

La troisième conférence nationale entreprise du P.S.U. va se tenir dans la région de Lyon les 18 et 19 décembre prochains. Elle se situe dans la suite logique des deux précédentes. La première avait pour rôle la création d'un véritable secteur entreprise conséquent dans le parti, la seconde lui donnant une stratégie : le contrôle ouvrier.

Celle-ci devra déboucher sur des actions concrètes à mener et continuer le débat théorique. Son ordre du jour lui permettra de faire le point sur l'accord C.G.T.-C.F.D.T., sur la tentative P.C.-P.S. de ressusciter l'union de la gauche, enfin elle devra donner des perspectives d'unification entre les luttes ouvrières et paysannes, améliorer le fonctionnement du secteur entreprise, être le premier lieu d'élaboration du programme révolutionnaire.

Cette conférence nationale prévue depuis le mois de juillet 1971 va se trouver insérée dans un contexte économique et politique fort différent des deux premières. Nous ne sommes plus dans l'après-mai 1968 comme pour l'une et la situation économique (emploi, crise monétaire, etc.) a profondément varié depuis l'autre.

Elle se situe dans une période où le capitalisme a des difficultés à gérer sa crise, les forces réformistes essayant de s'organiser pour prendre le relais.

Les travailleurs devant l'accentuation des conditions d'exploitation aspirent à un changement. Le « ras le bol » exprimé ne traduit pas globalement une volonté révolutionnaire claire mais une volonté de transformation dans leurs conditions de vie et de travail. Une frange de la classe ouvrière se radicalise. Cela se sent aux formes de luttes plus dures mises en œuvre dans certaines entreprises. Le mouvement révolutionnaire relancé par mai 68 se trouve aujourd'hui au creux de la vague, ce qui l'empêche encore d'apporter des réponses autres que parcellaires. Il est vrai que le thème « d'union de la gauche » exerce une certaine influence parmi les masses.

Mais il traduit davantage une volonté de défense et de changement qu'il n'appelle à l'offensive pour un nouveau type de pouvoir.

Le thème de l'unité a toujours été reçu très favorablement chez les travailleurs. En effet ils savent que face au capitalisme leur union est une des conditions nécessaires sinon indispensables pour espérer vaincre. Encore faut-il que cela se fasse sur des bases

clairement socialistes et révolutionnaires. Ce n'est la volonté ni du P.S. ni du P.C. M. Mitterrand joue actuellement un jeu tactique dangereux. Pour les élections de 1973 il veut mettre en avant l'unité de la gauche tout en sachant que pour les présidentielles il doit garder l'ouverture à droite (J.-J.S.-S. - Lecanuet). Cela l'amène à écarteler son parti entre les communistes et les « réformateurs ».

D'autres questions se posent. Le P.C. veut-il vraiment de cet accord ou joue-t-il lui aussi une tactique demandant l'unité dans des termes inacceptables de façon à augmenter le nombre de ses voix aux prochaines législatives ?

Le fait de sortir un programme avant toute discussion préalable avec le P.S. rend difficile de faire table rase des divergences sans perdre la face ou alors au prix d'un compromis minimal qui ne pourra qu'être une plate-forme électorale même si elle se baptise pour la circonstance accord de gouvernement.

Comme on le voit, tout tourne autour de l'électoratisme. Il n'existe dans ce débat d'état-major aucun lien réel avec les masses et aucun espoir authentiquement révolutionnaire. Il y a donc contradiction fondamentale entre l'espoir de changement que les travailleurs mettent dans cette possibilité d'accord et ce qu'il donnera : une gestion « plus humaine » du capitalisme.

Le P.C.F. et le P.S. connaissent bien cette contradiction et cherchent à la camoufler en lançant une offensive dans les entreprises. Gaston Plissonnier, du secrétariat du P.C.F., dans son rapport au comité central d'avril s'est interrogé sur le dynamisme des cellules et a invité ses camarades à se demander si l'organisation et la vie du parti correspondent aux nécessités de combat politique de la classe ouvrière. Georges Marchais, lors de la conférence nationale du P.C.F. sur les entreprises, a tenu à souligner que celles-ci sont devenues « le lieu privilégié de la bataille politique pour la transformation de la société ». Au P.S. on lance une campagne de création de G.S.E. (groupe socialiste d'entreprise) en s'appuyant sur un journal « Combats Socialistes » dont le numéro 1 vient de paraître.

Cela ne se fait pas sans heurts à l'intérieur même des deux partis. N'a-t-on pas entendu lors de cette même conférence entreprise du P.C. un militant se demander : « Notre programme de gouvernement est-il un programme réformiste ou est-il un programme dont

la réalisation doit ouvrir la voie au socialisme ? » Dans la même réunion, un représentant de l'Arsenal de Cherbourg a proposé de faire ratifier ce programme par les travailleurs, visiblement inspiré par les A.O.P. du P.S.U. Du côté de la cité Malherbes, on change de vocabulaire. La volonté de s'implanter chez les travailleurs et de s'insérer dans la C.F.D.T. fait apparaître les thèmes d'autogestion et de contrôle ouvrier. Mauroy partisan du contrôle ouvrier, c'est savoureux, non ?

Bien sûr c'est de l'opportunisme. On part d'une phrase révolutionnaire, on arrive à des conclusions électoralistes. Cela prouve en tout cas que les thèmes proposés par le mouvement révolutionnaire commencent à prendre corps et qu'ils gênent les réformistes. Le problème reste que le mouvement révolutionnaire est incapable actuellement de les assumer correctement en leur donnant leur amplitude stratégique.

C'est pour cela que le P.S.U. a proposé son débat programmatique. Faire un programme à partir des problèmes concrets tels qu'ils sont ressentis par les travailleurs et en liaison constante avec eux, opposer l'unité des travailleurs pour réaliser une société socialiste à l'unité des appareils pour gérer les intérêts de la bourgeoisie tel est son rôle. La conférence nationale entreprise du P.S.U. devra commencer par répondre à ces problèmes. Sur des thèmes concrets comme la situation de l'emploi, l'unité ouvriers-paysans et sur des problèmes comme la dimension européenne à donner aux luttes (voir l'article de Jaumont) elle devra apporter des débuts de solution. Cette conférence doit être un des éléments de la réponse révolutionnaire à l'offensive social-démocrate et réformiste.

La discussion est lancée par des contributions de groupes d'entreprises et de camarades isolés. Elle se poursuivra après la conférence nationale par l'intermédiaire des A.O.P. des comités d'initiative populaire, dans les quartiers, partout où les masses sont amenées à affronter le capitalisme.

Les lycéens dans leur lutte contre les « lycées casernes », les travailleurs dans leurs actions contre les conditions d'exploitation n'ont pas grand-chose à attendre des « grandes manœuvres pré-électorales ». Ils n'ont pas grand-chose à attendre non plus d'un gauchisme paséiste dogmatique et stérile. C'est une réponse socialiste et révolutionnaire qu'ils doivent construire. Nous participons à son élaboration.

Jeudi 16 décembre :

**T.S. Femmes**



La circulaire Guichard envoyée aux proviseurs signifie : l'impossibilité de tenir des A.G. et des meetings dans les établissements scolaires.

— Fermeture de tout lycée en grève et réinscription des présents seulement après signature d'une lettre des parents et des élèves.

— Les meneurs passeront en conseil de discipline et en cas de renvoi ne seront plus repris dans un autre établissement de l'E.N.

La première application de cette circulaire a été de faire passer en conseil de discipline 3 lycéens du lycée Montaigne à Paris. Devant cette mesure, la lutte s'organise : **Lundi 29 novembre** :

— 4.000 lycéens défilent à Paris de Jussieu à Denfert-Rochereau en fin d'après-midi malgré le bouclage du quartier par les forces policières.

— A 20 heures : réunion du conseil de discipline et renvoi des 3 lycéens de Montaigne.

**Mardi** : une grève quasi générale démarre dans les lycéens parisiens pour la réintégration des 3 camarades et l'abrogation de la circulaire. Mise en place d'une coordination.

**Mercredi 1<sup>er</sup> décembre** : A.G. dans les lycées, la coordination décide une manifestation à Denfert-Rochereau. Plus de 8.000 lycéens y participent. Le sang-froid des lycéens tient en respect les forces policières et les fait reculer.

**Jedi** : poursuite de la grève, cependant, on note un essoufflement de la grève sur Paris alors qu'en banlieue le mouvement ne fait que commencer.

**Vendredi** : actions décentralisées sous forme de « mini-manifs » et de « sit-in » par quartier. A noter la réelle combativité des lycéens, la présence d'énormes forces de police et la présence de fascistes. Extension du mouvement en province (Rennes, Marseille...).

Les lycéens du P.S.U. proposent une action centrale le samedi 4, permettant de mettre en avant de nouvelles perspectives et de relancer la lutte à l'intérieur des établissements.

Majoritaire dans la coordination, cette proposition n'aboutit pas à cause du blocage de la Ligue communiste qui se retire de la coordination. Refusant de réaliser toute action qui pourrait apparaître comme une division du mouvement et prêter le flanc à l'offensive du pouvoir, les lycéens abandonnent la manifestation et organisent une journée d'explication. (Cf. communiqué du « Monde ».)

**Samedi 4 décembre** : réunion d'une coordination, sans la participation de la Ligue et décision d'aller distribuer 10.000 tracts du côté des grands magasins. Explication à la population.

**Lundi 6 décembre** : manifestations décentralisées : 13<sup>e</sup> arrondissement, Massy...

Accord pour une nouvelle coordination (avec présence des lycéens de la Ligue) mardi à 17 heures.



## Lycéens

# La lutte continue

L'affaire Guiot ne date pas d'un an qu'à nouveau les lycéens sont dans la rue, les lycées sont en grève. Cette nouvelle explosion montre à quel point la crise idéologique devient de plus en plus aiguë. L'offensive du gouvernement sur ce secteur montre l'importance de l'école et de ce qui s'y passe pour la politique générale de la bourgeoisie. Elle ne peut donc laisser indifférent tous les militants révolutionnaires même s'ils ne sont ni « prof », ni « parents d'élèves ».

Le mouvement tel qu'il apparaît en ce moment n'est pas une répétition de l'affaire Guiot : la mobilisation est très inégale d'un établissement à l'autre et à des stades très différents. Elle ne s'est pas faite aussi spontanément et aussi massivement. Par contre la détermination des lycéens en lutte est beaucoup plus forte et la politisation du mouvement très supérieure à ce qu'elle était l'an dernier. Si le départ du mouvement a été la réintégration des trois camarades du Lycée Montaigne, très vite les thèmes principaux sont devenus : « Abrogation de la circulaire Guichard », « Liberté d'expression », « A bas l'école des flics et des patrons ». Les lycéens sont donc vite sortis d'un mouvement de solidarité pur et simple à l'égard de leurs camarades. De plus

l'agitation ne retombe pas aussi vite que l'an dernier ; nous allons plutôt vers un net durcissement de l'affrontement. Le pouvoir en a pris l'initiative avec sa lettre confidentielle ; l'attitude des forces de l'ordre manifeste également cette volonté. De leur côté les lycéens refusent de lâcher un pouce de terrain à la bourgeoisie ; leur détermination et leur sang-froid au cours de la deuxième manifestation en sont une preuve.

Pourtant cette situation, aussi riche soit-elle, présente de nombreuses failles :

— Le mouvement à l'heure actuelle échappe au contrôle de toute organisation, c'est ce qui fait sa force. Mais il n'est pas encore capable de se donner des structures de coordination et de décision permettant aux lycéens de statuer eux-mêmes sur les perspectives et les formes à donner à leur lutte.

— La coordination mise en place la semaine dernière est redevenue le lieu d'un débat faussement politique entre organisations. L'attitude de la Ligue se retirant de cette coordination laisse supposer que sa pratique de pêche à la ligne en période de recul du mouvement de masse n'est pas terminée.

— Il faut donc que les militants travaillent à la mise en place de coordinations assurant une liaison rapide, efficace et capable de mobiliser très vite l'ensemble des lycéens.

— Compte tenu de cette absence de structure permettant l'existence d'un réel mouvement de masse, le terrain lycéen est redevenu le lieu de la surenchère gauchiste avec d'un côté les trotskystes proposant la création de comités contre la circulaire Guichard, à côté des comités, F.S.I. et de l'autre côté le courant spontaniste proposant la création de groupes locaux d'autodéfense.

Pour nous l'essentiel est d'éviter l'éclatement et la parcellisation du mouvement car il perdrait toute force et toute crédibilité auprès de l'ensemble des masses lycéennes. La seule façon de le structurer est la mise en place de structures de masse : comités de lutte capables de prendre en charge l'ensemble des perspectives mobilisant les lycéens et ceci d'une façon permanente, capables aussi d'assurer la popularisation du mouvement et son élargissement.

Nous concluons en rappelant la nécessité au niveau du parti d'une liaison rapide entre les lycéens de Paris et de province. Une permanence lycéenne se tient tous les jeudis après-midi rue Borromée. Cette liaison permanente est vitale pour avoir une intervention homogène et efficace sur ce secteur.

### Gaité-Montparnasse

26, rue de la Gaité - MED. 16-18

#### Le précepteur

mise en scène de Wolfram MEHRING avec la Cie de LA MANDRAGORE.

# tribune

socialiste

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Directeur politique :  
Christian Guerche

Directeur adjoint :  
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :  
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hermet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction  
Administration :  
9, rue Borromée  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
566-45-37

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 26.000 exemplaires

### L'Arlequin-Parnasse

(Métro Denfert-Rochereau - Gaité) - 306-93-98

• DINER-THEATRE • : 50 F  
vin compris

#### L'homme qui vomit des petits lapins

d'après Julio CORTEZAR  
Diner 20 h - Spect. 21 h 30

## PANTHÉON

### La veuve Couderc

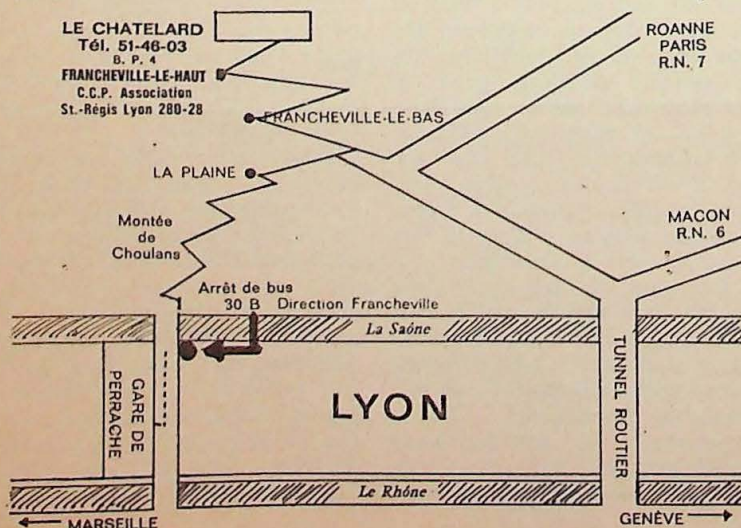
13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

## Conférence nationale "Entreprises"

18 et 19 décembre 1971 - Lieu : Le Chatelard

(9) Francheville-Le-Haut - Téléphone : (78) 51-46-03



Arrivée par voiture : l'itinéraire sera fléché.

Arrivée par le train : accueil en gare de Perrache, (sortie nord) entre 8 h 20 et 10 h par des camarades porteurs du brassard « C.N.E. » le 18 décembre.

Logement : organisé par la fédération du Rhône, prévenir à l'avance fédération du Rhône du P.S.U., 44, rue Saint-Georges, 69-Lyon (5<sup>e</sup>). Tél. : 42-12-93. Garderie d'enfants prévue.

Repas : organisé par la fédération du Rhône.



# Interdiction d'accoucher

Chaque année, plus de 4.300 écolières, collégiennes, lycéennes, âgées de 12 à 16 ans deviennent mères.

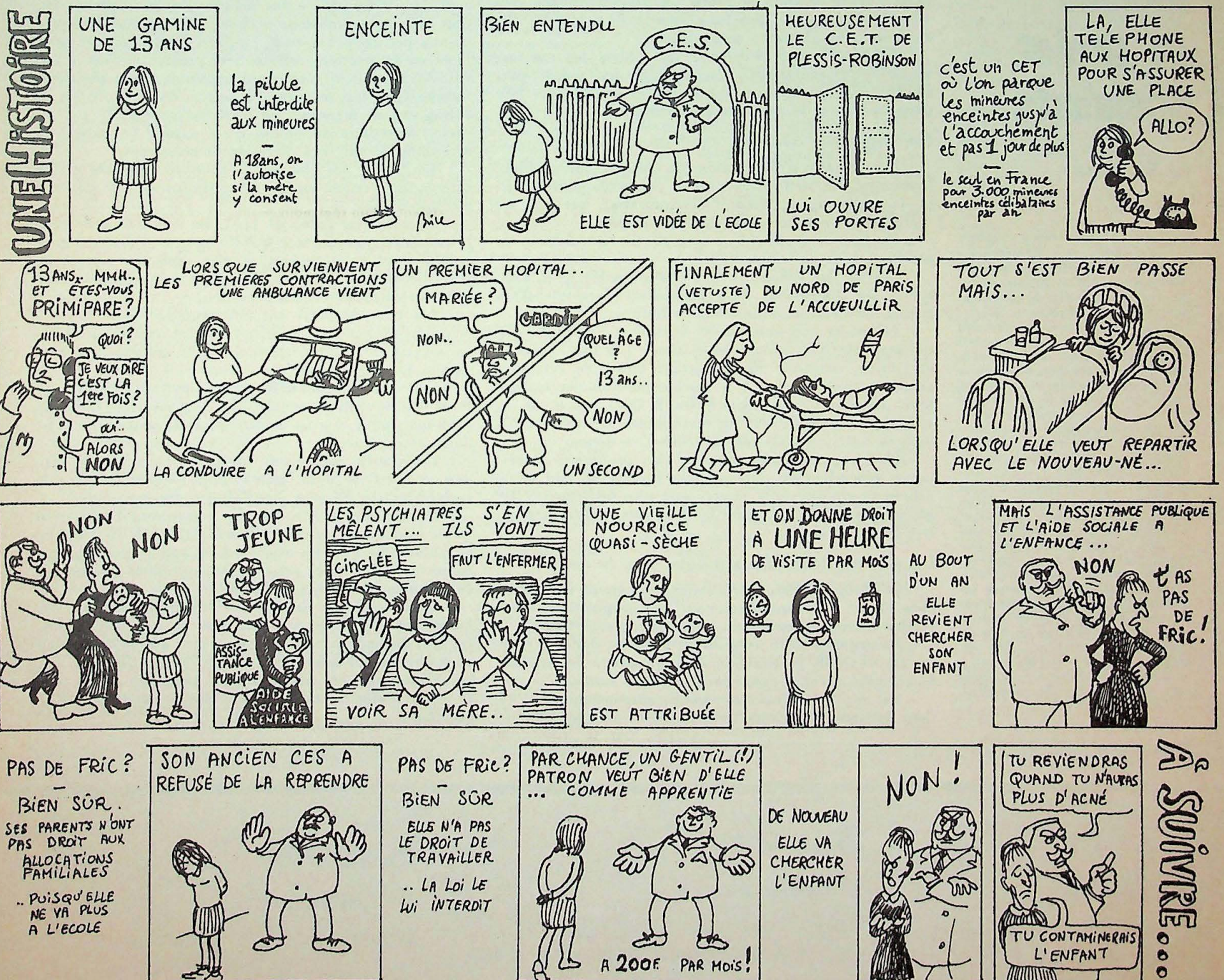
De quel droit les établissements d'enseignement public les renvoient-ils au cours de leur grossesse et refusent-ils de les réintégrer après leur accouchement ?

Le service des Allocations familiaales en profite pour arrêter le versement des allocations dues à leurs parents. Motif : « Ne va plus en classe ».

Les jeunes mères de moins de 16 ans n'ayant pas le droit d'être salariées se retrouvent apprenties à 200 F par mois.

Dénonçant leurs conditions de maternité et les contradictions de leur statut juridique, nous engageons une campagne afin d'exiger l'arrêt de ces renvois et la réintégration de ces collégiennes.

"Groupement des mères célibataires"





# la révolution qu'est-ce que c'est ?

## Luttes locales et projet socialiste

### F. Soulage

L'Article de François Soulage sur l'élaboration du projet socialiste à partir des luttes menées sur le cadre de vie ouvre une rubrique qui sera désormais tenue régulièrement dans « T.S. ». Cette rubrique devra permettre aux différents responsables du parti (B.N., commissions, etc.), d'expliquer comment se passe sur leur secteur le problème de la nature du socialisme à propos duquel la dernière D.P.N. a engagé le débat. Mais la logique même de l'élaboration d'un tel projet est d'être le débouché politique des luttes de classe menées dans tous les secteurs de la vie sociale. Il ne peut en effet y avoir de simple parallélisme entre un projet théorique et les luttes qui le sous-tendent. Aussi cette rubrique devra-t-elle comporter régulièrement des interventions de militants ou de non-militants du P.S.U. qui exprimeront individuellement ou collectivement comment à partir de leurs combats et de leurs expériences se pose la question du socialisme. Sur ce point aussi, le courrier reçu à « T.S. » est un support indispensable de l'audience du journal et de l'activité du parti.

T.S.

LE Conseil national de Rouen, puis le Congrès de Lille ont rappelé la place des luttes hors de la production, comme relais indispensables des luttes dans la production.

Les directives de la D.P.N. des 20 et 21 novembre concernant l'élaboration du projet « La révolution, qu'est-ce que c'est » tiennent compte de ces affirmations. A côté des deux thèmes principaux « Travail et Pouvoir », les thèmes secondaires recouvrent largement les luttes locales menées par les militants.

Mais face à ce projet, les sections s'interrogent. Va-t-il falloir modifier le type des interventions ? Faudra-t-il s'intéresser à des secteurs actuellement délaissés ?

Parce qu'il veut être le reflet à une échelle globale des luttes menées, le projet socialiste nécessite de la part des militants une réflexion sur l'action, une diffusion dans et hors du parti des résultats obtenus. Les mots d'ordre acceptés et repris par les travailleurs doivent être connus de tous les militants, de même les difficultés et les obstacles rencontrés.

Tout ceci rend nécessaire dans bien des cas une nouvelle orientation de l'action sur des points plus limités, mais permettant par là même d'aller plus loin dans l'action et la réflexion collective.

### Un outil pour le parti

Les formes d'élaboration du projet, information, brochures, T.S. spéciaux, etc., sont des outils pour le parti, de même que les formes d'organisation que sont les A.O.P. et les comités d'initiative populaire.

Ils feront connaître à chacun les possibilités de politisation de certaines luttes.

Il n'est pas nécessaire que chacun redécouvre, seul, toutes les dimensions d'un problème, alors que d'autres en connaissent déjà hélas, les limites !

Le projet que nous avons intitulé « La révolution, qu'est-ce que c'est » pour en marquer à la fois l'objectif et l'enjeu, demande un important effort de réflexion avant et après l'action : A quelle question des travailleurs l'action menée répond-elle ? Quel aspect de la société socialiste future, les travailleurs découvriront-ils dans la lutte ? Quelle réponse collective donner ?

L'action, concentrée sur quelques problèmes prioritaires dépendant de circonstances locales, et non éparpillées au gré des vents, pourra être plus facilement élargie à l'ensemble des travailleurs et aux militants d'autres organisations.

### Donner un débouché politique aux luttes

Les luttes isolées, parcellaires, manquent de débouchés clairs et compatibles avec des propositions d'ensemble d'un programme de transition au socialisme.

La responsabilité actuelle du parti est donc de définir ses objectifs en fonction des aspirations des travailleurs, telles qu'elles s'expriment dans les luttes.

La multiplication des A.O.P. circonstancielles va dans ce sens. Parce qu'elles s'adressent à l'ensemble de

la classe ouvrière, aux travailleurs de l'industrie, aux employés et aux paysans, elles nous obligent à sortir du cadre des luttes ponctuelles pour poser sans cesse le problème de l'unité des travailleurs. Or, cette unité n'est pas facile à concevoir hors du cadre de la production. Comment la réaliser dans un groupe de H.L.M., autour d'un problème de transport, en défendant des espaces naturels ?

Sur ces terrains, les militants révolutionnaires rencontrent d'autres militants, syndicats, associations familiales, associations de consommateurs, groupes d'animation, G.A.M., voire militants d'autres partis et un grand nombre de travailleurs non politisés.

C'est pour franchir un pas décisif dans la politisation des luttes, que pourront naître des comités d'initiative populaire. De ce point de vue, d'autres groupes révolutionnaires comme les *Centres d'Initiative Communiste* tentent de répondre aux mêmes besoins et nous aurons à prendre des initiatives en commun.

### Elus locaux et projet socialiste

Dans cette action d'ensemble qui doit rassembler tous les militants, et en particulier ceux qui ne sont pas mobilisés sur le front de la production, les élus locaux doivent eux aussi se considérer comme concernés.

Moins d'un an après les élections municipales, leur action contre dives projets gouvernementaux leur donne l'occasion de trouver leur place dans le projet socialiste. Ainsi, la loi du 16 juillet 1971 prévoyant la fusion des communes, entre maintenant en vigueur. Les élus doivent rapidement prendre position sur des problèmes peu et mal connus. Le parti n'a pas encore pour l'instant de position suffisamment précise, et c'est le travail des élus de se réunir pour discuter de ce problème comme l'ont fait les élus du Loiret, de la Loire ou de l'Oise, car ce jugement ne peut pas être porté par les seules directions nationales mais aussi par ceux, élus et habitants, qui sont directement concernés.

Le travail des élus sera d'associer militants et habitants de la commune à cette réflexion et à la décision d'action.

Ce n'est pas l'idée de la fusion qui doit être combattue, mais les formes qu'elle prend et les transformations qui en découlent, et ceci sans que jamais les travailleurs soient concernés en dehors de quelques commissions extra-municipales rituelles.

Les élus du parti ont une occasion de montrer à ceux qui les ont élus, ce que peut être une municipalité au service des travailleurs. Ainsi le référendum mascarade doit être dénoncé.

Autre action essentielle : nos camarades doivent refuser l'intervention continuelle des services préfectoraux mais pour cela ils doivent avoir le soutien exprimé de la population.

La bataille contre une loi déjà votée, n'a de sens que si elle vise à en transformer l'application. Cette transformation ne peut être l'affaire des seuls élus.

Par l'action menée, les élus montreront l'utilisation qu'ils font du « pouvoir » municipal qu'ils détiennent. La population qui sera associée à ces actions pourra alors commencer à donner un sens aux questions posées par l'élaboration du projet socialiste.

En associant le parti à leur travail, en faisant connaître leur réflexion aux militants et aux travailleurs, les élus du parti auront donné un sens aux luttes locales et contribué à l'élaboration du projet socialiste.

C'est ainsi, en recueillant la leçon des luttes, que le P.S.U. donnera un contenu nouveau au mot « Programme ».

**Sauver T.S.**

4° initiative :

Vente de collections  
anciennes de T.S.

**Sauver T.S.**

5° initiative :

Ecrire régulièrement à T.S.  
(même si tout ne passe pas)

**Sauver T.S.**

6° initiative :

Multiplier les initiatives par 6



# BULLETIN D'INFORMATION



Les textes de cet encart (supplément au Courrier des entreprises) sont la suite des dernières contributions pour la conférence nationale Entreprise des 18 et 19 décembre.

## Assemblée régionale Métallurgie Rhône-Alpes

A - Analyse de la situation sur le terrain de lutte - Objectifs à mettre en avant.  
**L'ACCORD C.G.T.-C.F.D.T.**

Selon l'expression d'un camarade, il nous a semblé nécessaire de « déballonner » l'accord C.G.T.-C.F.D.T.

Quelques remarques :  
1° l'accord interconfédéral a une certaine ambiguïté : il a à la fois un contenu syndical :

- nécessaire unité d'action entre C.G.T.-C.F.D.T.

- dans le contexte syndical actuel ;
- par rapport au patronat ;
- relance de l'action par le haut (creux de 1970).

Un sens politique qui est le fait du P.C.F. et de la C.G.T.

2° A l'heure actuelle, on constate des divergences sérieuses tant au niveau confédéral qu'à la base.

3° Cet accord, ainsi que les documents de fond C.G.T.-C.F.D.T. sont très peu connus des travailleurs et en conséquence, vouloir entamer un débat théorique là-dessus, serait mobiliser des énergies sur des sujets qui sont loin des travailleurs.

Nous avons réfléchi à partir des expériences des groupes d'entreprises, sur la stratégie patronale et sur les problèmes auxquels s'affrontent les travailleurs. Il nous apparaît plus important de voir les objectifs d'action que le mouvement révolutionnaire doit mettre en avant pour faire échec à la stratégie patronale et répondre aux problèmes des travailleurs, tels qu'ils apparaissent dans les luttes :

Quatre points nous semblent essentiels :

- emploi ;
- conditions de travail et organisation capitaliste du travail ;
- hiérarchie des salaires et de commandement ;
- durcissement des conflits de classe.

En analysant la stratégie patronale, en analysant la réaction des travailleurs, en réfléchissant sur les objectifs et moyens d'action à proposer.

### STRATEGIE PATRONALE

1°) Conditions de travail et organisation capitaliste du travail :

- On assiste à une volonté patronale : a) de récupérer les concessions salariales (augmentations de salaire, réductions d'horaire...) par un accroissement de la productivité et de l'intensité du travail (augmentation des cadences) ;

- b) de répondre à la concurrence nationale et internationale rendue plus sévère par la crise monétaire actuelle.

Cette volonté patronale reçoit un soutien actif de l'Etat (subventions, incitations à la concentration...).

- Forges stéphanoises : tentatives d'augmentation des cadences par réorganisation du travail (bureau d'études OBM).

- Marrel à Rives-de-Gier (OBM).

### 2°) Emploi.

Un peu partout on assiste à des réductions d'effectifs, licenciements, mutations, blocage d'embauche, fermetures d'usines (sous-traitance), déclassés...

Trois causes complémentaires :  
— Accroissement de la concurrence nationale et internationale entraînant fusions et concentrations.

— Une volonté d'accroître la productivité (produire plus avec un effectif réduit) pour réaliser un profit maximum.

— Choix de la rentabilité maximum dans l'implantation (ex. : transfert de l'industrie des aciers spéciaux à Fos, entraînant à terme la condamnation de la sidérurgie de la Loire, Creusot-Loire et Marrel et de la Savoie, Ugine).

Les différentes causes agissant souvent à la fois dans la recherche patronale d'un plus grand profit (réorganisation du travail allant de pair avec une opération de concentration).

Ex. : Télémécanique ;  
Creusot-Loire ;  
Berliet.

### 3°) Hiérarchie.

La hiérarchie des salaires est la traduction d'une hiérarchie de commandement qui n'a aucun pouvoir de décision, celui-ci restant entre les mains d'un petit nombre d'actionnaires.

Le patronat tient solidement à la hiérarchie des salaires parce qu'il tient à sa hiérarchie de commandement.

4°) Durcissement patronal.  
Les patrons préfèrent perdre de l'argent plutôt que de céder.

— Mythe de la participation remis rapidement en cause.

Les patrons ne lâchent pas, en particulier lorsque les objectifs ne sont pas financiers.

Ce qui amène les travailleurs à durcir également leurs moyens d'action (mais risque d'isolement et de conflits longs sans grand résultat).

Rejet de la négociation au sommet avant l'action.

### ATTITUDE DES TRAVAILLEURS

— Sur la question des conditions de travail se développe une contre-offensive directe, sans tomber dans le piège de la compensation financière (Forges stéphanoises, Berliet).

La forme de lutte (grève du boni) marque un progrès dans les moyens d'action.

— Sur la hiérarchie la revendication d'augmentations non hiérarchisées ou semi-hiérarchisées s'est généralisée (Creusot-Loire, Sogreah).

La conception C.F.D.T. remettant en cause la structure même du salaire apparaît intéressante face au silence de la C.G.T. sur cette question.

— Sur l'emploi.

L'attitude des travailleurs est relativement ambiguë :

- réaction assez individualiste ;
- attitude passive avant les licenciements ;
- bataille défensive avec des méthodes d'action inefficaces (défilés...);
- les objectifs de lutte ne sont pas clairs.

### OBJECTIFS ET MOYENS D'ACTION

— Sur les conditions et l'organisation du travail : appliquer les objectifs de contrôle ouvrier, ex. : grève du boni ;

- refus d'accélérer les cadences ;
- refus d'installation de machines supplémentaires ;
- contrôle des horaires de travail.

— Sur la hiérarchie :

- Augmentation non hiérarchisée.
- Grille unique.
- Remise en cause de la structure du salaire.

- Remise en cause du système de promotion.

Lier la question de la hiérarchie dans l'entreprise à l'organisation générale de la société dans l'idéologie capitaliste (élite jouissant d'un plus grand salaire, division travail intellectuel, travail manuel, rôle du savoir, ségrégation à l'école).

— Sur l'emploi :

- donner sa dimension politique au problème de l'emploi ;
- faire découvrir les véritables responsabilités ;
- mener parallèlement à l'action dans l'entreprise une action de l'ensemble sur des thèmes politiques.

— Face au durcissement patronal :

- éviter les grèves longues sans rien obtenir ;
- analyser l'entreprise : en perturbant la production en perdant le moins possible de salaire ;
- élargir les luttes et favoriser la solidarité.

### Remarques

Sur l'Etat :

- organisation de la classe dominante ;
- correspond au maintien de la base politique du régime, par le conditionnement idéologique (information télévision, école...).

### B - BILAN DE L'IMPLANTATION ET DU TRAVAIL DES GROUPES D'ENTREPRISES ET PROPOSITIONS D'ACTION

#### 1°) Bilan

Les métallurgistes Rhône-Alpes se sont retrouvés à un petit nombre à la rencontre régionale.

Ceci provient :

- a) de la faible implantation du parti organisé en groupes :

- Neyrpic, Sogreah, Merlin-Gerlin, C.S.F., Allibert ;

- Berliet, Creusot-Loire, Marrel, B.S.N., Forges Stéphanoises ;

- b) un nombre relativement important de militants isolés qui ne se sont pas encore organisés dans des groupes inter-entreprises ;

- c) politiquement, de l'imprécision relative à la préparation de la C.N.E. et du travail politique dans l'entreprise qui fait qu'un bon nombre de camarades ne se sentent pas concernés par cette rencontre régionale.

#### 2°) Formation

Les travailleurs sont conditionnés par l'emprise idéologique de la bourgeoisie et par un idéalisme politique allant soit vers le réformisme, soit vers la fuite en avant spontanéiste.

Les grands débats du P.S.U. dans toute leur procédure parlementaire n'aident pas les militants ouvriers se révélant dans des

luttes à percevoir clairement notre ligne politique.

De même, l'origine sociale (ingénieurs, techniciens...) et idéologique (action catholique, culturelle...) d'un grand nombre de militants P.S.U., freinent la nécessaire formation marxiste de base pour l'analyse de la situation et la conduite des luttes.

Le secteur entreprise doit donc donner la priorité à cette formation indispensable à partir des expériences concrètes et de l'apport historique du mouvement ouvrier.

3°) Rapport avec le mouvement syndical  
La totalité des militants P.S.U. a une expérience syndicale et la plupart des responsabilités au sein de ces organisations dans leur entreprise.

La tendance naturelle des groupes d'entreprise est par conséquent de faire la critique des organisations syndicales en tant que « syndicalistes radicalisés » et non en militants politiques faisant l'analyse globale au niveau économique, idéologique et politique.

Une critique systématiquement négative sur des généralités préconçues des organisations syndicales ne permet de faire avancer, ni le mouvement syndical, ni le mouvement politique. Et constitue une erreur politique.

Le mouvement syndical dans son ensemble est déterminant dans une phase de transformation révolutionnaire, il importe que les militants politiques ne se situent pas en marge de celui-ci mais également ne s'y investissent pas totalement afin de permettre l'expression politique du parti au sein de l'entreprise (constituant ainsi une référence dans le débat et les luttes des travailleurs).

4°) Apparition publique et mode d'intervention

- a) Il est nécessaire d'apparaître publiquement et régulièrement, les travailleurs doivent toujours pouvoir situer le P.S.U. clairement, mais cette apparition constituée le pour souvent par des tracts est insuffisante, il faut aussi l'assortir :

- d'un débat au sein des organisations syndicales : analyses et propositions ;
- de prises de parole dans les assemblées du personnel ;
- et d'interventions extérieures à l'entreprise.

- b) De même la diffusion de « T.S. » et des publications du parti ont leur importance, c'est la tâche de tous militants, de faire de la propagande politique afin d'alimenter le débat.

5°) Le groupe d'entreprise, base de confrontation politique

Le débat interne du parti figé en courants, cristallisés à l'occasion d'un congrès est incompréhensible pour les militants ouvriers.

Cependant, si la confrontation est nécessaire au sein du parti, elle doit principalement avoir lieu dans des actions politiques précises, ce qui évite tout l'aspect parlementaire et stérile de l'affrontement actuel.

La C.N.E. des 18 et 19 décembre doit tenir compte de cette situation paralysante.

6°) Structures régionales et fédérales

La tâche politique étant d'abord la mise en place de groupes d'entreprises et de groupes inter-entreprises, ce travail ne peut



se réaliser que par l'impulsion et la coordination d'un secteur fédéral entreprise.

Ce secteur doit également s'organiser régionalement afin de créer les liens nécessaires dans la jonction des luttes et l'analyse globale de chaque branche.

7) **Structure nationale et journal ouvrier**  
Jusqu'ici la C.N.E. n'a pas réalisé le travail que les militants attendent :

— directives floues, absence d'un réel courrier des entreprises, les fédérations ont été laissées à elles-mêmes sans cohésion et chacune a mis ce qu'elle voulait dans son secteur entreprise.

La nouvelle C.N.E. devrait être représentative des collectifs régionaux et des collectifs par branche.

Elle devrait pouvoir élaborer un plan de

travail et des éléments d'analyse (économiques, politiques) et internationaux, permettant de définir le travail à l'aide de matériaux utilisables par chaque groupe.

La C.N.E. doit être un centre de rencontre et d'information pour l'animation des groupes d'entreprise et les confrontations sur les différentes expériences.

Le journal « l'Outil des travailleurs » n'a jamais fait l'objet d'un débat interne dans le parti, et il reste donc pour l'instant une initiative extérieure.

Si celle-ci est intéressante parce qu'elle résulte d'un travail principalement réalisé par des militants du parti, néanmoins, elle demeure un danger dans la mesure où sa dépendance financière et son contrôle politique ne sont pas éclaircis et assumés par le parti tout entier.

## Groupe inter-entreprises de Chalon-sur-Saône

1) **Quelle est la situation réelle sur le terrain** : A Chalon nous ne sommes pas en période de montée des luttes, aucune action en cours au niveau professionnel (sur les entreprises et les usines). Dans le cadre de l'action générale sur les retraites (semaine du 18 au 27-11) les syndicats ne se mobilisent pas rapidement et l'opinion publique parle plutôt du 30 novembre (journée nationale lancée à l'initiative de la C.G.T. à cause du débat sur la retraite à l'Assemblée Nationale).

**Emploi** : l'embauche est fermée et les horaires sont réduits, des menaces de licenciements dans certaines entreprises ou syndicats et partis sont inexistantes.

2) **Quel est l'état d'esprit des travailleurs à la rentrée face à la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T. du 6-9-71** : Les organisations syndicales n'ont pas informé les travailleurs sur le contenu de l'accord, l'accord visant surtout l'opération « cartes postales », qui a été moyennement suivi. Mais l'accord est déjà dépassé et la propagande pour les textes sur le socialisme va commencer (niveau confédéral).

3) **Quels points sont-ils considérés par eux (les travailleurs) comme une avancée** : Retraite et diminution du temps de travail (ex. : les travailleurs de Creusot-Loire ont apprécié la diminution effective d'une 1/2 heure le vendredi soir).

4) **Un accord intersyndical est-il ou non un stimulant pour les luttes** : L'Unité C.G.T.-C.F.D.T. est considérée comme positive, mais ceci, même avant « l'accord ». L'Unité peut aider à un démarrage de l'action mais sur des points concrets.

5) **Le syndicat joue-t-il un rôle directif dans les luttes ?** surtout sur des actions à caractère national.

6) **Les travailleurs voient-ils dans cet accord une manipulation des centrales syndicales** : Les travailleurs ont mis en cause les syndicats à la rentrée à cause de la non-amplification de l'action retraite : la reprise à la rentrée (cartes postales) a été jugée en retrait par rapport aux actions de mai-juin dernier.

7) **En fonction de l'analyse de la situation quelles formes d'action correspondent à la volonté de la base** : Les travailleurs qui s'expriment veulent une lutte dure, en dehors des syndicats, mais cette lutte ne doit pas être « politisée » (dans le sens de manipulation par les partis).

8) **Intervention pratique des militants révolutionnaires** : Les militants syndicaux qui militent dans un parti, interviennent au niveau syndical, leurs interventions au niveau politique est très difficile et dans ce dernier cas l'intervention ne se fait que par contacts individuels et verbalement.

## Groupe Peugeot-Sochaux

Trois points à situer rapidement depuis 1968 :

- a - situation économique ;
- b - situation sociale ;
- c - situation politique.

a - **Situation économique** : Elle est caractérisée par un développement important, en trois ans, l'effectif de Sochaux est passé de 26.900 personnes à 35.000 ; la production a suivi la même progression : de 400.000 voitures en 1968 à 575.000 en 1970 ; il faut escompter 620.000 pour 1971. Sans présumer de l'avenir il est certain que tant que Peugeot se développe, les problèmes n'ont pas l'acuité des régions « sacrifiées » comme la Lorraine. Peugeot donne le ton dans tout le secteur et se développe actuellement sur Mulhouse, puis que des voitures finies y sortent des chaînes. Il y a un problème de l'emploi, mais à un niveau dispersé : difficulté pour les emplois féminins principalement ; la présence de plus de 15.000 travailleurs immigrés dans le Pays de Montbéliard, dont 5.500 à Sochaux, situe le problème de la main-d'œuvre dans les industries : automobile, bâtiment et travaux publics. L'automobile est une industrie qui vit grâce à l'exportation (45 % de la production) à Sochaux. Très peu exportée aux U.S.A., la voiture Peugeot l'est plus dans le Marché commun et la zone franc (Afrique).

b - **Situation sociale** : Depuis 1968, deux événements marquants :

— la grève sur une chaîne en mars 1969, mal organisée, lancée spontanément, s'est soldée par 7 licenciements immédiats et un échec. L'origine en était les mauvaises conditions de travail (cadencement). La direction en a tiré des leçons de tactique et d'organisation. Tactiquement, elle a mélé la population des chaînes : Français, Marocains, Yougoslaves ; elle a amélioré

le cadencement : le lock-out est utilisé comme arme de pression et influence les travailleurs ;

— en novembre-décembre 1969, la grève de 150 pistoleurs a provoqué le lock-out de 16.000 ouvriers et une situation difficile : perte de 300 F pour les lock-outés pour un mois. C'est à partir de cette grève que le « volontariat » a été lancé pour « récupérer » la grève des pistoleurs, eux-mêmes l'ont récupérée. Institutionnalisé au printemps 1970, le volontariat, deux samedis par mois, est devenu pour les uns le moyen de boucler le budget, pour les autres d'accéder à davantage de biens matériels. Il crée une mauvaise conscience dans la classe ouvrière qui, à 80 % l'accepte. La lutte pour les 40 heures s'en trouve ébranlée, peu d'échos pour les journées d'action du printemps 1971. A Sochaux existe la possibilité de partir en retraite à 60 ans avec un complément Peugeot, là aussi cela amoindrit l'action nationale.

A côté de ces deux mouvements, à répercussion publique importante, il y a bien sûr d'autres mouvements limités dans le temps, concernant de petits nombres de travailleurs, l'essentiel de ces actions touche les conditions de travail et des revendications catégorielles. Peugeot, au niveau salaires, a une politique constante : il suit à peu de chose près l'augmentation du coût de la vie : soit par des augmentations annoncées à l'avance, exemple cette année 2 % en mars, 2 % en juin, 2 % en octobre, soit par des variations sur des primes. Même si les augmentations annoncées paraissent faibles, elles ont une répercussion importante au niveau de la combativité : elles désamorcent. L'idée de l'augmentation égale pour tous est « populaire » mais ne suscite pas pour autant

une action dure. Il y a de multiples raisons à cela dont la principale est que l'action à un moment donné, rebute les travailleurs.

Peugeot, depuis la grève des pistoleurs, en 1969, a lancé une grande offensive psychologique et politique. Un journal d'information, « Jip » mensuel, 5 numéros depuis la rentrée 1971, distribué à tout le personnel pendant le travail.

c - **Situation politique** : Depuis 1968, des choses ont bougé, Peugeot veut éviter le retour aux grands mouvements ; il s'y emploie par tout un ensemble de mesures, comme le patronat à l'échelle nationale : la mensualisation, la modification du système suggestions, la réduction lente mais effective du temps de travail compensée à 100 % : 46 h. 1/4 en juin 68, 44 h. au 1-1-72 ; l'intéressement décidé par Peugeot et les syndicats minoritaires... En regardant sur une période de six mois, il y a une politique de répression contre ce qui peut être classé gauchiste. Politique étudiée, « dispersée », mais efficace : l'élimination de jeunes « suspects » se fait presque « en douceur » : 1 en avril, 1 en mai, 1 en juillet, 1 en novembre... des cas connus ! A la tête du service général du personnel du groupe Peugeot, il y a à Paris un ancien général de l'aviation, c'est un signe des temps.

Face à la politique de Peugeot, quelle est la politique de la classe ouvrière ? C'est l'analyse que le P.S.U. doit faire. Rappelons qu'il y a à Sochaux : le P.C., présent par nombre de militants dans la C.G.T. (les 4/5), diffusion du mensuel « Lion Rouge » à 12.000 exemplaires,

## Renault : bilan de Mai 1971

### LA NATURE DU CONFLIT

La régie Renault est un point névralgique de la lutte des classes. Une tradition ouvrière solidement ancrée, une influence profonde des organisations traditionnelles en fait un test sérieux pour mesurer l'audience et l'efficacité du courant révolutionnaire dans les luttes de masses.

La bourgeoisie ne s'y est pas trompée. Elle espère en faire le banc d'essai de sa politique de concertation et d'intégration (actionnariat, mensualisation, politique contractuelle). C'est dans ce contexte que s'est développée la lutte des O.S. : en exigeant la suppression de la cotation par poste, ils ont dès le départ lutté contre l'organisation capitaliste du travail et la hiérarchie qui lui est liée ; ils ont ainsi remis en cause le pouvoir absolu et arbitraire du patronat et la logique du développement capitaliste. (Même si le caractère radical de cette contestation est inégalement ressenti par les travailleurs).

La nature de ces revendications a amené la direction de la Régie à refuser, dans un premier temps, toute conciliation ; elle a joué le pourrissement au début, la division et la démobilisation par le lock-out ensuite ; mais comme devant la détermination des O.S. cela ne suffisait pas, elle a finalement fait intervenir une partie de la maîtrise dans le rôle de flics. Il serait grave de sous-estimer dans notre analyse l'impact de la tactique patronale : elle a eu sur le développement de la lutte une importance capitale.

### CONTRE L'ENNEMI DE CLASSE, COMMENT LE COMBAT S'EST-IL DEROULE ? LES SYNDICATS ET LA LUTTE

La nature du combat et les revendications mises en avant par les O.S. du Mans ont provoqué une première distorsion par rapport aux stratégies officielles des centrales syndicales.

La lutte contre la hiérarchie, c'est-à-dire dans ses deux aspects de fonction et des salaires, entre en contradiction avec les positions de la C.G.T. qui reposent :

— sur la nécessité de constituer une large alliance antimonopoliste dont les cadres sont une pièce essentielle : or, ceux-ci ne sont pas prêts, dans leur majorité, à accepter la remise en cause du partage des rôles, des statuts, des responsabilités ;

— sur un modèle de société fortement hiérarchisée, coiffée d'une bureaucratie toute puissante.

La C.F.D.T., quant à elle, avance globalement des positions justes qui remettent en cause la hiérarchie et l'organisation

le P.S. jusqu'à présent, est inexistant publiquement mais il a un potentiel de militants dans l'usine.

Le P.S.U. diffuse quelques tracts et Combat Socialiste, le groupe n'a pas une vie très active, il ne se développe pas... il y a des problèmes.

Lutte Ouvrière est active par ses tracts plus réguliers et par des correspondants dans les principaux ateliers de fabrication,

Les « Comités de base » diffusent des papiers « incendiaries » ; de quelle orientation relèvent-ils ? « maoïste » ? L.O. déguisée ?

L'ensemble de ces partis et groupes ne fait pas quelque chose de cohérent... le socialisme se cherche...

Des contradictions surgissent entre l'idée « d'augmentation égale pour tous » et les actions catégorielles déclenchées par les travailleurs et que les syndicats soutiennent et aussi les partis et les groupes. Il y a là une dialectique que l'on peut expliquer, mais cela ne fait pas une action logique.

La réalité politique, c'est aussi le fait d'une classe ouvrière plus réformiste que révolutionnaire, globalement. Le mythe de l'unité de la gauche reste la toile de fond, car c'est une solution un peu de paresse qui n'engage pas les travailleurs. Le taux de syndicalisation traduit cette réalité : 15 %, c'est un maximum pour l'ensemble des syndicats. Les comités de base poursuivent sans arrêt le matraquage des syndicats, C.G.T. surtout et C.F.D.T. à l'occasion...

Voilà quelques données, il y aurait encore beaucoup de choses à dire.

capitaliste du travail. Mais ces mots d'ordre restent souvent sur le papier dès lors que la C.F.D.T. privilégie l'unité avec la C.G.T. au lieu de s'appuyer sur la masse des travailleurs et auprès desquels de tels thèmes ont une résonance certaine.

### LA DEMOCRATIE OUVRIERE

La lutte à Cléon ne s'est pas organisée sur la base de la démocratie prolétarienne. Les assemblées plus ou moins quotidiennes ne furent en fait que des meetings d'information où les travailleurs ne pouvaient s'exprimer, ni décider des objectifs et des formes à donner à leurs luttes. Pas non plus de comité de grève élu et révocable par les travailleurs, seulement un comité intersyndical qui ne s'est pratiquement jamais réuni. Sur ces points nous sommes obligés de constater l'attitude suiviste de la C.F.D.T. par rapport à la C.G.T., qui contraste avec l'attitude offensive du même syndicat à Billancourt et au Mans.

Mais le problème de la démocratie s'est posé plus intensément quand il s'est agi pour l'appareil de la C.G.T. d'interdire, selon les plus pures méthodes stalinienne, l'expression des révolutionnaires. Il s'est en cela trouvé parfois renforcé, comme à Cléon, par le silence de la C.F.D.T.

Ainsi, à Cléon, les cadres du P.C.F., pour la plupart extérieurs à l'entreprise, ont pris la responsabilité de briser l'unité des travailleurs au moment où la lutte s'amorçait et la combativité se développait. La conséquence immédiate fut bien sûr la démobilisation des ouvriers qui, sans approuver les « gauchistes », ne comprenaient pas que l'on commence la lutte contre le patron en se battant contre les jeunes. Quand il s'agit d'analyser les problèmes posés par l'unification et l'extension du conflit il faut tenir compte de certaines conséquences de la tactique patronale.

Il faut en effet comprendre qu'il n'est guère facile de réunir sur le terrain des travailleurs lock-outés, surtout lorsqu'ils habitent loin de l'usine (exemple : Flins). La tactique de la direction, visant à couper les O.S. du Mans des autres usines et à démobiliser les travailleurs, a partiellement réussi : c'est ce qui permet d'expliquer qu'en dehors du Mans, il n'y a pas eu de mobilisation réelle sur des objectifs précis, mais le plus souvent grève de solidarité.

La tactique patronale s'est trouvée renforcée par la C.G.T. qui n'a rien fait pour avancer des mots d'ordre unificateurs et organiser la grève avec les autres caté-



gories de travailleurs. Au contraire, elle a rapidement abandonné tout ce qui pouvait remettre en cause le pouvoir patronal pour ne plus considérer que les revendications spécifiques des O.S. du Mans et le lock-out patronal.

De toute évidence la lutte s'est achevée sur un compromis qui est loin de constituer une victoire éclatante. Les O.S. n'ont pu porter le coup qu'ils voulaient à l'organisation capitaliste du travail. Cependant la reprise n'a pas été facile. Un premier compromis, jugé satisfaisant par la C.G.T., a été rejeté par les O.S. du Mans. Ainsi le passage d'une lutte anticapitaliste, donc politique, à un compromis syndicats-patrons pour clôturer le mouvement, ne se fait plus sans heurts entre la base et les directions syndicales.

#### QUELLE FUT L'ATTITUDE DES MILITANTS DU PARTI FACE A CE CONFLIT

Notre champ d'intervention était faible ; néanmoins nous sommes intervenus plusieurs fois avec des tracts appelant à l'élargissement de la grève et à refuser le lock-out ensuite. Mais si nos mots d'ordre étaient justes et unificateurs, nous n'avons jamais fait établir un rapport de force favorable face aux directions syndicales à Cléon.

#### POURQUOI ?

Nous n'avons pas pu, faute de coordination au niveau des autres usines, faire

une analyse globale de la situation et examiner, usine par usine, la stratégie syndicale et notre propre stratégie.

La coordination s'est faite par l'intermédiaire de la C.N.E., et a débouché sur les trois T.S. spéciaux.

Nous pensons que face à cette situation nous nous devions de mettre en place une structure au niveau de l'ensemble du « trust » Renault. Deux réunions ont eu lieu qui débouchent sur une organisation et des propositions d'action :

— une équipe qui coordonne toutes les usines et s'occupe des moyens matériels (convocations, réunions, etc.) ;

— une équipe chargée de collecter l'information des autres usines et de la répercuter et déboucher sur la confection d'un journal qui pourra être distribué à des sympathisants et à long terme, un bulletin du parti sur l'ensemble du trust ;

— sur les problèmes qui concernent l'ensemble du trust, des tracts seront distribués dans toutes les usines (conséquences de la crise monétaire, accord d'entreprise, etc.)

Nous pensons que ces moyens mis en place nous permettront de progresser au niveau de l'analyse globale, de motiver les militants pour un travail réel sur les entreprises, de faciliter l'implantation du parti par une meilleure compréhension des problèmes posés et rencontrés par les travailleurs du « trust ».

## Groupes inter-entreprises de la région Centre-Loire

Les travailleurs de la région Centre-Loire représentés par les Fédérations du Cher et du Loiret ont abordé les problèmes de la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T. et de l'emploi.

Sur cette plate-forme C.G.T.-C.F.D.T. les camarades arrivent aux conclusions suivantes :

Sur notre région les luttes sont défensives et non offensives. Leur intérêt est surtout d'avoir été dirigées par des assemblées des travailleurs. Mais leur aspect catégoriel et aussi le fait que la crise de l'emploi se fait sentir, n'ont pas favorisé le développement d'une ardeur revendicative générale. Il ne semble pas que les formes de lutte envisagées sur la « retraite à 60 ans » prennent des formes tellement nouvelles.

Les travailleurs ne connaissent pas le contenu de la plate-forme et ignorent même parfois son existence. Mais le sentiment unitaire est très vivace dans la majorité de la classe ouvrière. S'il est vrai que les divergences entre les militants C.F.D.T. et C.G.T. restent la règle sur le terrain, cela n'empêche pas que les querelles publiques entre les organisations ouvrières sont mal appréciées. Mais les camarades constatent que partout où il y a des cellules du P.C. dans les boîtes, la C.G.T. se veut rassurante pour tous (petites actions, manifestations bien sages, etc.). Les travailleurs ne voient pas dans l'accord une manipulation des Centrales mais n'y voient pas non plus un stimulant pour les luttes.

Les travailleurs sont dans l'ensemble peu ou mal informés. L'inquiétude sur leur em-

ploi et celui de leurs enfants est grande. Quelques réactions dures et spontanées d'un atelier par exemple sont significatives d'un mécontentement réel mais informe et sans débouchés politiques.

Sur la région Centre-Loire notre rôle de militants révolutionnaires consiste chaque fois que cela est possible, à favoriser le déclenchement d'actions et quand elles existent à les élargir le plus possible (par exemple la grève des N.G. à Orléans). Faire respecter la démocratie à l'intérieur de nos organisations syndicales, faire connaître et populariser les luttes en cours en leur donnant un prolongement et une explication politique, voilà notre travail.

Des problèmes tels que l'emploi, les retraites, les salaires risquent de demeurer techniques si nous ne les plaçons pas dans le contexte et le terrain politiques de la société capitaliste.

Les travailleurs des groupes inter-entreprises de la région Centre-Loire considèrent que ce questionnaire tombe à côté de leurs préoccupations et de celles des travailleurs. Tout centrer sur l'accord C.F.D.T.-C.G.T. n'a pas pour nous grand intérêt.

Les travailleurs sont aujourd'hui insatisfaits, désorientés. Les propositions réformistes risquent de devenir pour eux un moindre mal si nous ne sommes pas capables de traduire dans un langage clair et partant du concret un projet crédible de société socialiste à construire. Que la C.N.E. contribue à ce travail nous semble infiniment plus réaliste et révolutionnaire que les bavardages habituels.

## L'accord CGT - CFDT

M. Moiroux - Parys - Houlet - Boutet

Le texte intitulé « Ambiguïtés et contradictions de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. », rédigé par Rocard, Volokine et Ranou met en avant trois conclusions :

1) L'accord contient plusieurs points intéressants (sur les retraites, les grèves, les augmentations de salaires, sur les immigrés et les conditions de travail).

2) Il n'y a pas d'accord de fond entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

3) La position de la C.F.D.T. est considérée comme « pas intéressante ».

Ces conclusions nous paraissent très éloignées de la réalité et peuvent conduire à une intervention politique erronée.

#### 1. UNE MEME ORIENTATION POLITIQUE FONDAMENTALE

Le texte de l'accord nous indique que la même orientation politique a été retenue. Ainsi, sur le fond syndical, il est proposé une « réforme du droit de licenciement pour une meilleure protection de tous ». En ce qui concerne les salaires, il est demandé d'agir « pour une véritable réforme de la fiscalité, mettant fin aux

injustices actuelles ». Pour faire face au chômage, la C.F.D.T. et la C.G.T. « préconisent la création d'emplois nouveaux dans les régions et le développement des investissements publics ». Bref, il s'agit d'obtenir de profondes réformes sociales ; et à ce niveau, il n'y a pas de divergence notable entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

Certes, on ne doit pas escamoter les divergences que révèlent fort bien les textes de la C.G.T. et de la C.F.D.T. sur les moyens nécessaires pour construire le socialisme. La C.G.T. privilégie les échéances électorales, donne un rôle important aux partis politiques et charge le futur gouvernement démocratique de réaliser un ensemble détaillé de réformes. Quant à la C.F.D.T., elle met toujours en avant les trois piliers qu'elle juge indispensables pour construire le « socialisme démocratique » : l'autogestion, la planification démocratique et la propriété sociale des moyens de production et d'échange. Mais de fait, elle insiste aujourd'hui sur l'autogestion en proposant « un socialisme décentralisé qui s'appuie sur l'autogestion ».

De plus, elle affirme que « si pour la C.F.D.T., ce sont les luttes sociales et l'action des masses populaires qui constituent l'axe essentiel de sa stratégie, elle n'exclut pas la possibilité d'un changement électoral de pouvoir politique ». Ce type de démarche conduit les responsables de la C.F.D.T. à escamoter complètement la riposte que pourra mettre en œuvre la bourgeoisie. La perspective d'un affrontement d'ensemble, d'une épreuve de force globale, d'une période de dualité de pouvoirs est complètement laissée dans l'ombre, tout comme le font la C.G.T. et le P.C.F. Ainsi, n'ayant pas la vue claire sur la question du pouvoir d'Etat, l'orientation centrale de la C.F.D.T. prête le flanc à toutes les initiatives réformistes et laisse le champ libre à une solution électorale.

Malgré les polémiques, la perspective de l'obtention de réformes profondes a été retenue par la C.G.T. et la C.F.D.T. Et les états-majors feront tout pour que les travailleurs adhèrent à cette démarche. La relance de l'intervention sur les retraites, et le développement de l'unité d'action vont en ce sens. Les responsables réformistes vont chercher à encadrer des mouvements d'ensemble sans provoquer d'épreuve de force décisive avec le pouvoir. Et pour l'essentiel, cette orientation générale ne peut que satisfaire le P.C.F. et le P.S. Ainsi, de fait, l'accord C.G.T.-C.F.D.T. est partie prenante de la stratégie des forces réformistes.

#### 2. LES EXIGENCES DES TRAVAILLEURS

Les directions confédérales prétendent répondre aux aspirations des travailleurs. Or, si l'on prend par exemple le problème des salaires, les propositions qui sont faites, aussi bien par l'accord du 1<sup>er</sup> décembre 70 que le plus récent, escamotent délibérément la lutte anti-hiérarchie. « Le relèvement plus rapide des rémunérations les plus basses » est un objectif avancé depuis longtemps par la C.G.T. et les responsables de la C.F.D.T. l'ont repris à leur compte. De plus, il est demandé de lutter « pour une augmentation de salaire pouvant être différenciée », alors que la seule proposition à retenir doit être « une même augmentation pour tous ». Ainsi, les formulations de l'accord sur le problème des salaires correspondent pour l'essentiel à celles de la C.G.T. et sont en retard sur les exigences des travailleurs combattifs.

L'amélioration des conditions de travail a été retenue parmi les objectifs du dernier accord. Ainsi, il est proposé de lutter pour « le contrôle et la réduction des cadences ». Mais ceci reste une phrase en l'air, si l'on ne précise pas immédiatement ce que doivent être les méthodes d'intervention. Car, si l'on envisage le contrôle par le biais des organisations syndicales seules, la tendance sera alors très forte pour aboutir à un système voisin de la cogestion. Or, nous savons qu'il y a un contrôle effectif sur un temps limité, à condition que tous les travailleurs concernés entrent en lutte.

Et, de fait, cette question est bien le problème essentiel. En faisant l'impasse sur les méthodes d'action, l'accord ne précise pas à dessein, le caractère que doit prendre la lutte contre la bourgeoisie. Il est de plus en plus évident que les travailleurs entrent en lutte pour gagner, pour faire reculer le patronat. Les épreuves de force sont inévitables. Or, l'ensemble de l'accord ne donne aucun moyen aux travailleurs pour préparer de tels conflits, pour provoquer au bon moment des mouvements d'ensemble capables d'imposer un rapport de force favorable aux grévistes. Et les camarades engagés dans la lutte devront compter sur eux-mêmes pour gagner, devront à l'occasion déborder les consignes venues d'en haut afin d'obtenir gain de cause. L'accord C.G.T.-C.F.D.T. est en retrait par rapport aux exigences souvent formulées par les travailleurs décidés à combattre la bourgeoisie, et les laisse désarmés face au pouvoir.

#### 3. LES POSITIONS TACTIQUES DE LA C.F.D.T.

Malgré cela, des travailleurs ont encore la tentation de revendiquer l'ensemble des critiques qu'a formulé la C.F.D.T. à l'encontre de la C.G.T. Celles-ci semblent en effet donner quelques garanties aux ouvriers combattifs. Mais, en fait, ce n'est pas si simple.

Il est vrai que les structures de la C.F.D.T. permettent aux exigences de la base de s'exprimer mieux qu'au sein de la C.G.T. La présence d'un courant révolutionnaire, lors du congrès confédéral de la C.F.D.T. en mai 70, en est la preuve. Le courant majoritaire a dû en tenir compte. Et

toutes les déclarations d'orientation ont été marquées par cet état de fait. Les contrats de progrès ont été rejetés, les analyses sur le capitalisme sont devenues plus globales, le socialisme est devenu un objectif central.

Mais ces mêmes déclarations donnent aussi des garanties à la droite social-démocrate. Ainsi, sur le problème des libertés, il a été dit que « la C.F.D.T. a la volonté d'instaurer et de défendre les libertés dans toutes les étapes du processus de la transformation de la société, y compris dans celles qui peuvent comporter un climat de violence ». S'il s'agit de liberté individuelle, le principe est à retenir. Mais, que fera-t-on face à la bourgeoisie, face à la violence bourgeoise, à la riposte autoritaire de l'appareil d'Etat ? On esquisse le problème en critiquant les pays de l'Est, mais sans envisager la nature de l'affrontement avec la bourgeoisie et ses conséquences. De fait, réformistes et anti-communistes y trouvent leur compte. Et ces mêmes responsables se trouvent d'accord pour neutraliser les « gauchistes » au sein de la C.F.D.T., pour les éliminer de l'appareil.

Les critiques formulées par la C.F.D.T. à l'encontre de la C.G.T. mêlent ainsi deux sortes de positions : des positions pouvant apparaître comme révolutionnaires (analyse du capitalisme, pas de perspectives de programme de gouvernement, propriété sociale des moyens de production et d'échanges) et des propositions pour le moins ambiguës sur les libertés, l'autogestion, l'intérêt des élections. En fait, c'est l'expression même de ce qu'est aujourd'hui la C.F.D.T., une centrale où cohabitent, bon gré, mal gré, des courants divers : anti-communistes, humanistes, réformistes, libéraux, contestataires, révolutionnaires, chrétiens, marxistes... Edmond Maire cherche à masquer ces contradictions, en s'appuyant sur l'appareil de la C.F.D.T., afin de développer la « propre personnalité » de la C.F.D.T. et de lui donner aujourd'hui le maximum de marge de manœuvre par rapport aux initiatives du P.C.F., du P.S. et de la C.G.T. Mais cette réaction actuelle n'est pas une riposte cohérente face aux forces réformistes.

Elle ne donne en aucune façon les moyens aux militants de la C.F.D.T. de développer une stratégie autonome, c'est pourquoi, bon gré, mal gré, et quelles que soient leurs attitudes tactiques aujourd'hui, Edmond Maire et bon nombre de responsables seront contraints de participer à la dynamique réformiste offerte aujourd'hui.

#### 4. CONCLUSIONS

Aussi, contrairement à ce qu'affirme le texte signé par Rocard, Volokine, Ranou, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

— l'accord C.G.T.-C.F.D.T. est un accord de compromis bureaucratique, accord rendu nécessaire par l'évolution de la situation politique,

— cet accord va rencontrer plusieurs obstacles : critiques des travailleurs d'une part, et désaccord sur la tactique entre les états-majors de la C.G.T. et la C.F.D.T. d'autre part,

— mais cet accord s'inscrit dans une même perspective réformiste. Fondamentalement, il révèle que les directions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont les mêmes options stratégiques.

La mise en lumière de cette convergence stratégique est d'autant plus importante qu'un nombre croissant de militants C.F.D.T. constatent dans leur pratique, les contradictions entre les aspirations des travailleurs et les propositions confédérales. Parce que cette convergence stratégique tient fondamentalement à l'incapacité, pour l'orientation de la C.F.D.T. de développer une ligne autonome. Il s'agit pour les militants révolutionnaires de contribuer au développement d'une stratégie de lutte en rupture avec le réformisme, en tenant compte des questions des militants de la C.F.D.T. à la recherche d'une telle orientation.

● S'en tenir aux récits des désaccords tactiques entre la C.G.T. et la C.F.D.T. sans montrer comment la direction de la C.F.D.T. est acculée à être à la remorque de la C.G.T., c'est ne donner aucune arme.

● Préserver le caractère ambigu et contradictoire de la C.F.D.T. et entériner la situation présente dans laquelle cette centrale n'a pas effectivement les moyens de mener une autre politique.

● Rompre avec cette situation passe par une discussion au fond de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. et des raisons qui fondent l'orientation de ces centrales.

## La stratégie de la C.F.D.T.

Regnier-Vessilier

Le débat de fond entre la C.G.T. et la C.F.D.T. est à l'ordre du jour. La contribution de la C.F.D.T. intitulée « pour un socialisme démocratique » est une réponse d'ensemble à la C.G.T. De très nombreux éléments de l'argumentation reprennent les thèmes retenus lors du 35<sup>e</sup> Congrès confédéral : analyse du capitalisme (« la société industrielle, en se développant sous les contraintes du néo-capitalisme est une société d'exploitation, une société inégalitaire et une société aliénante »), construction du « socialisme démocratique » reposant sur trois piliers (l'autogestion, la planification démocratique et la propriété sociale des moyens de production et d'échange). Mais ce document de repère a été élaboré, pour l'essentiel, sans que l'ensemble des syndiqués apportent leurs contributions.

Aussi, le débat doit se poursuivre, en liaison avec les leçons que l'on doit tirer des conflits ouvriers. Voici quelques éléments afin de donner corps à la confrontation indispensable.

1) Le socialisme vu par la C.F.D.T.

La critique du système social des pays de l'Est a conduit la C.F.D.T. à retenir trois principes : l'autogestion, la planification démocratique et la propriété sociale des moyens de production et d'échange. Au nom du refus de tout centralisme, l'accent est mis sur la nécessité de construire un « socialisme décentralisé qui s'appuie sur l'autogestion ». Cette constante dans l'argumentation conduit à dire que la « société socialiste doit être construite et gérée par tous ».

Cette analyse escamote le problème des rapports entre les classes. Il n'est pas dit qu'elle est la classe qui peut détruire le pouvoir bourgeois et travailler à la construction du communisme. De plus, aucune analyse ne mentionne les contradictions que va rencontrer la classe ouvrière dans la phase du socialisme (niveau de développement des forces productives, degré de maîtrise dans le développement de ces forces, stigmates laissés par la société bourgeoise, poids des couches rétrogrades, évolution de la division sociale du travail).

En fait, « le socialisme démocratique », tel qu'il est présenté par la C.F.D.T., laisse de côté bon nombre de problèmes décisifs. C'est une vision unanimiste de l'évolution de la société alors qu'il s'agirait de montrer comment la période du socialisme peut conduire au dépassement des conflits de classe.

2) La question du pouvoir d'Etat.

Cette analyse repose sur une ambiguïté fondamentale : la question du pouvoir d'Etat n'est jamais abordée. Il est dit que « l'autogestion est un changement radical de la situation des travailleurs ». Mais, pour y arriver, quelle attitude retenir ? A ces questions pourtant décisives, il n'y a pas la moindre réponse.

Or, construire le socialisme suppose que l'affrontement central avec la bourgeoisie ait eu lieu, que le pouvoir bourgeois ait été désarticulé, après une phase courte de dualité de pouvoirs



permettant au prolétariat de s'organiser à tous les niveaux et de mettre en place un nouveau système social. Cette lutte exacerbée aura à faire face aux multiples ripostes de la bourgeoisie, car on sait que cette classe fera tout pour ne pas perdre son pouvoir.

En laissant de côté ces problèmes, la stratégie de la C.F.D.T. prête le flanc à toute solution globale de type réformiste.

### 3) Stratégie et élections.

L'analyse de la société bourgeoise est très globale. Ainsi, aucun développement n'est fait sur la crise sociale actuelle : les points faibles de la bourgeoisie, les contradictions essentielles ne sont pas étudiés. Ce qui conduit à une position très générale : « La stratégie de la C.F.D.T. se caractérise par une disponibilité permanente à utiliser toutes les situations qui permettent une percée de masse contre telle ou telle caractéristique du capitalisme, percée pouvant déboucher sur un renversement du capitalisme ». Cela ne nous indique pas qu'elle sera l'attitude de la C.F.D.T. si le pouvoir bourgeois est ébranlé, si la crise s'accroît, si une période d'instabilité plus grande se développe.

Mais ces généralités, cette « disponibilité » font dire à la C.F.D.T. « qu'elle n'exclut pas l'éventualité d'un changement électoral du pouvoir politique ». Ainsi, toute possibilité d'insertion dans le concert des forces électorales est offerte. Ce point est important quand on sait que la compétition électorale est déjà ouverte.

Les ambiguïtés de la stratégie de la C.F.D.T. la conduiront ainsi à une attitude opportuniste, même si elle s'en défend. Refuser la perspective d'un programme commun de gouvernement ne signifie nullement que la C.F.D.T. aura les moyens de barrer la route à cette voie, tant les contradictions sont grandes dans ses propositions stratégiques.

### 4) Concessions à la social-démocratie.

Le problème des libertés est abordé à plusieurs reprises dans le texte de réponse de la C.F.D.T. à la C.G.T. Le texte affirme : « La C.F.D.T. a la volonté, sans s'enfermer dans une conception restrictive et légaliste de la liberté, d'instaurer et de défendre les libertés fondamentales dans toutes les étapes du processus de transformation de la société, y compris dans celles qui peuvent comporter un climat de violence ». Cette constante dans l'analyse satisfait au fond pleinement la droite social-démocrate (S.G.E.N.). Or, là encore, toute perspective révolutionnaire impose légitimité de la violence prolétarienne et le fait de briser toute prérogative de la bourgeoisie ; donc la liberté pour la classe ouvrière d'imposer sa loi. En escamotant toute analyse de classe, on est conduit à privilégier les « libertés individuelles », alors que la lutte révolutionnaire exige que l'on abandonne toute vision marquée par l'idéologie bourgeoise.

### 5) Objectifs proposés.

Le rôle de l'action revendicative « est assez bien situé ». La C.F.D.T. s'attache à élaborer avec les travailleurs, les revendications concrètes qui aillent dans le sens d'une solution de fond à l'ensemble des problèmes posés, permettant une mobilisation, une lutte de classe offensive et modifiant les rapports de pouvoir. La revendication devient alors un acte collectif de classe, l'expression d'objectifs opposés aux choix capitalistes ».

Mais les objectifs proposés pour la transition vers le socialisme, sont pour le moins ambigus. Quelles sont les propositions essentielles ?

1. Socialisation des moyens de production et d'échange, en particulier des secteurs-clés.

2. Mise en place de la gestion par les intéressés eux-mêmes.

3. Décentralisation des pouvoirs économiques et politiques, notamment au niveau des régions.

4. Réformes importantes dans les différentes fonctions de l'Etat, notamment dans le domaine de l'éducation.

Les formulations apparaissent différentes de celles de la C.G.T. et du P.C.F., puisque l'accent est mis sur le rôle de l'ensemble « des intéressés ». Mais, fondamentalement, que signifient ces propositions ? On propose des réformes importantes des fonctions de l'Etat, ce qui correspond exactement à toute vision stratégique réformiste.

Dans ce cadre, le contrôle des investissements ne peut être qu'une nouvelle répartition des « fruits du travail », sans s'attaquer à la racine du profit. Socialiser les secteurs-clés conduira alors, de fait à des nationalisations, au sein des structures étatiques aménagées, même si on espère que les travailleurs auront un droit de regard très fort. Mais, en réalité, cette situation n'aboutira pas à une décentralisation des pouvoirs, dans la mesure où le contrôle des investissements, s'il se mettait en place, imposerait des options centrales en accord avec une partie de la bourgeoisie. La gestion par tous est un leurre tant que la bourgeoisie ne sera pas écrasée au niveau international et tant que la classe ouvrière n'aura pas exercé son pouvoir dans tous les domaines sur une longue période.

Par-delà les formulations différentes entre la C.G.T. et la C.F.D.T., une constatation s'impose : les propositions de la C.F.D.T. rejoignent pour l'essentiel, celles de la C.G.T. Elles ont la même fonction réformiste, le même rôle quant à l'aménagement du système social actuel. C'est une étape démocratique en temps que telle dont il s'agit. Bien entendu, ce n'est pas exactement la copie du programme de « démocratie avancée » du P.C.F. Mais, par les réformes profondes que propose la C.F.D.T., elle s'inscrit dans une dynamique réformiste réelle.

### 6) Poursuivre le débat.

Ces remarques peuvent apparaître schématiques. La brièveté de ce texte impose en effet, que l'on vise l'essentiel en gommant bon nombre de vagues particularités.

Mais, l'essentiel est de bien voir dans quelle voie s'engage la C.F.D.T. à partir de l'analyse des documents politiques centraux de cette confédération. Or, tant que les militants de la C.F.D.T. ne seront pas en mesure d'avancer sur la question du pouvoir d'Etat, des mécanismes profonds de la lutte des classes dans son ensemble et sur le problème des échéances (crise de la société, élections), ils seront amenés à cautionner et à appuyer une politique marquée par des incohérences mais qui glisse de plus en plus dans la voie réformiste telle que le proposent la C.G.T. et le P.C.F. La réponse de la C.F.D.T. pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Et il nous appartient de développer une critique d'ensemble des positions centrales de la C.F.D.T. afin de faire progresser les militants de cette organisation.

permettent le développement des luttes revendicatrices indispensables pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs (ce qui est aussi très important).

L'accord C.G.T. - C.F.D.T. ne peut pas être pris en dehors de la situation générale dans les entreprises. C'est-à-dire que nous ne devons pas faire une analyse du texte mot à mot mais regarder dans quel

contexte il se pose et quels résultats il a auprès des travailleurs. Nous l'avons déjà dit nous pensons au travers de notre expérience personnelle qu'il est bien ressenti par les travailleurs et qu'il répond à l'une de leur aspiration. Nous croyons qu'ils voient dans l'unité syndicale un moyen de débouché et une possibilité de renforcement de leur action.

Quant à nous, nous pensons que cet accord relève de deux politiques différentes.

1. - La C.G.T. veut entraîner la C.F.D.T. dans une participation au « front de gauche » lors des élections de 1973.

2. - La C.F.D.T. devant la volonté unitaire des travailleurs et la pression de la C.G.T. a été contrainte à un nouvel accord mais la grande majorité de ses militants refuse pour le moment de s'intégrer dans « l'union de la gauche » (ainsi d'ailleurs que sa direction).

Le contenu de cet accord ne permet pas d'avancer bien loin dans les luttes.

Ainsi donc il y a pour nous contradiction importante entre le fait que l'accord donne un espoir aux travailleurs et celui qu'il ne peut que répondre très partiellement à cet espoir. Nous ne croyons pas que notre attitude pour cela doit être seulement une critique verbale et littéraire violente et systématique des organisations syndicales.

Les organisations syndicales sont réformistes mais la classe ouvrière dans sa grande majorité est aussi réformiste. La révolution ne sera possible que lorsqu'une grande partie des réformistes d'aujourd'hui aura fait sa mutation vers le mouvement révolutionnaire. Nous ne croyons pas que l'on accélère une évolution en donnant des coups de pieds au cul à quelqu'un ni d'ailleurs en lui passant de la pommade, il y a un juste milieu adapté à la compréhension actuelle des travailleurs.

Il ne suffit d'ailleurs pas de critiquer pour faire avancer les consciences mais aussi de proposer des solutions « palpables » (et non théoriques, détachées des réalités mais d'une pureté révolutionnaire parfaite). Nous ne l'avons jamais fait réellement dans le parti, si nous continuons, cela deviendra de l'irresponsabilité. Nous croyons qu'au-delà du problème de l'accord C.G.T. - C.F.D.T., c'est sur le problème des propositions des débouchés de l'action que la C.N.E. doit réfléchir. La lutte, la lutte... mais pourquoi faire, comment terminer une action, etc. Nous avons une stratégie, le contrôle ouvrier. Nous n'avons jamais réfléchi au moyen de la faire avancer en fonction de l'état de nos forces mais toujours d'une manière théorique comme si tout le monde suivait.

### II. - Accord P.C. - P.S.

Le mouvement révolutionnaire après avoir donné quelques espoirs à l'ensemble des travailleurs s'est enlisé dans sa pureté doctrinale (et puis aussi il faut tou-

jours être « à gauche de l'autre » sinon cela ne fait pas sérieux) et dans une pratique où il est confondu militantisme et activisme. Vivant au jour le jour, répondant au coup par coup, incapable de surmonter ses contradictions idéologiques internes, sans stratégie globale cohérente il a été incapable d'assurer l'initiative politique.

La grande masse des exploités en France aspire à un changement politique rapide. De concret, elle ne peut voir dans l'immédiat que « l'union de la gauche ».

Nous savons que cela ne peut pas répondre fondamentalement aux aspirations des travailleurs et que comme dans l'accord C.G.T. - C.F.D.T. il y a contradiction entre ce que les masses en attendent et ce qu'il peut donner (un aménagement du capitalisme, etc.).

Encore une fois, nous croyons que notre attitude ne peut pas être uniquement fondée sur la critique systématique, nous devons :

1. - refuser de participer ou de cautionner d'une quelconque manière « l'union de la gauche » ;

2. - expliquer clairement (dans un langage compréhensible par tous et débarrassé de la violence verbale inutile) ce que contient réellement l'union de la gauche et à quoi elle peut aboutir ;

3. - proposer une stratégie, un programme et notre vision de la société socialiste.

Si le point 3 n'est pas rempli, nous ne serons aux yeux des masses que les roquets agressifs qui râlent beaucoup mais sont incapables de faire quoi que ce soit.

III. - Un autre point à l'ordre du jour, est l'organisation du secteur entreprise. Nous tenons à donner quelques principes sans développement.

1. - Le secteur entreprise doit comprendre tous les militants travaillant dans leur entreprise (nous avons dit militant pas seulement les activistes) et pas seulement les sections et groupes.

2. - Le secteur entreprise doit faire partie intégrante du P.S.U. Il ne doit en aucun cas être un parti dans le parti, un parti à côté du parti, ou être manœuvré par une tendance quelconque à son seul profit.

Notre rôle doit être d'appliquer dans l'entreprise la politique de l'ensemble du parti définie par les congrès.

Voici quelques réflexions de notre section. Il faut les prendre pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire ni une analyse fouillée, ni un texte stratégique à prendre en considération mais la sensibilité politique des militants que nous sommes devant un problème posé. Nous espérons avoir fait comprendre que ce qui nous importait le plus c'était les propositions concrètes, un programme, une stratégie. Nous croyons que la prochaine conférence nationale entreprise permettra de faire avancer la réflexion du parti sur ces points. Nous voulons encore dire que nous désapprouverons toutes les tentatives faites pour transformer cette conférence en contre-congrès de Lille et que nous refusons toutes les manœuvres d'éclatement à l'intérieur du parti (voir les textes du journal de tendance « gauche révolutionnaire » et l'opération Martinet). Le débat démocratique à l'intérieur du parti, ce n'est ni la foire d'empoigne, ni les magouilles « pour prendre la direction d'un appareil.

## Section Aquitaine-Organico

### I. - SUR L'ACCORD C.G.T. - C.F.D.T.

Pour le moment les travailleurs n'ont comme seul débouché à leur lutte que la négociation syndicale (ou la répression patronale, lock-out, etc.), donc (et la propagande C.G.T. y est largement pour quelque chose) ils aspirent à l'unité syndicale (lorsque les syndicats se tapent dessus, les revendications n'avancent pas). L'accord C.G.T. - C.F.D.T. est donc ressenti comme un pas positif, non pas dans son contenu mais dans le fait qu'il y ait accord.

De plus lorsqu'il n'y a pas de lutte (manque de prise de conscience des travailleurs, lassitude de se battre sans rien obtenir, etc.) le syndicat assure la défense des acquis (ce qui ne veut pas dire qu'il y réussit toujours si en fin de compte le rapport de force est en faveur du patron).

C'est aussi le seul moyen réel d'organisation des travailleurs à l'intérieur des entreprises (l'extrême faiblesse d'implantation des militants révolutionnaires dans les entreprises ne permet pas de proposer autre chose).

Il est vrai que les syndicats ouvriers sont réformistes.

— F.O. : quelques militants révolutionnaires dans ses rangs mais une attitude générale qui s'apparente de plus en plus à la C.F.T. ;

— C.F.D.T. : une base d'adhérents réformistes et souvent réactionnaires (beaucoup sont C.F.D.T. par anti-communisme) mais une base militante fort intéressante dans son évolution vers le mouvement révolutionnaire. Au travers de ses options (autogestion socialisme démocratique etc.)

c'est le syndicat le plus proche de nos options (ce qui ne veut pas dire qu'il soit sur nos positions, bien sûr) ;

— C.G.T. : caractéristique principale : pratiquement tous ses militants ayant des responsabilités sont communistes ou par-communistes ce qui amène cette centrale à être l'appendice syndical de la stratégie du P.C. (Il y a bien sûr dans les syndicats de base des exceptions comme chez nous où sur 6 militants P.S.U., 5 sont à la C.G.T. et majoritaires démocratiquement dans la direction de la section syndicale).

Le mouvement révolutionnaire (et notamment le P.S.U.) s'il encourage le développement des luttes ne propose pour les terminer aucun débouché préhensible pour les travailleurs ce qui nous conduit trop souvent à développer le thème de la lutte pour la lutte puis lorsqu'elle se termine par un « billage » systématique dans les syndicats.

L'attitude générale de notre parti laisse supposer à l'extérieur que nous considérons que les syndicats sont un frein à la lutte des travailleurs et que sans ces syndicats affreusement réformistes il y a bien longtemps que les travailleurs auraient fait la révolution.

Il nous paraît plus juste de dire qu'il est vrai que la C.G.T. freine et cherche à détruire au maximum toutes les luttes à caractères politique et révolutionnaire ce qui n'est pas le cas de la C.F.D.T. globalement (celle-ci même en développe comme à Evian).

Mais dans les boîtes où la prise de conscience des travailleurs est très faible (la grande majorité des cas) les syndicats

## Contribution de Jourda (métallurgiste - Seine-Saint-Denis)

1°. Dans le département de la Seine-Saint-Denis où je travaille, les luttes en cours sont très rares ; les quelques luttes que je connais se basent sur la question de l'emploi (Satschwelle, Les Lilas, Roussel-Uclaf Romainville). Ceci se comprend très bien : 40.000 emplois ont été supprimés en huit ans, alors que la population a progressé énormément.

2°. L'état d'esprit des travailleurs, c'est que l'accord C.G.T.-C.F.D.T. est un pas en avant vers l'unité syndicale pour l'ensemble des travailleurs que l'approche chaque jour.

Trois choses les intéressent :

a) L'augmentation des salaires ;

b) La retraite à 60 ans ;

c) L'emploi.

3°. Mon point de vue est le même que celui des camarades Brunet-Cornu-Girault :

Parler de manipulation est confus alors que la C.F.D.T. a refusé de faire une campagne sur les

libertés où voulaient l'entraîner le P.C., le P.S. et la C.G.T.

Edmond Malre a montré à plusieurs reprises dans ses déclarations que l'accord ne servirait pas de caution électorale pour 1973.

4°. Chez nous, il est très difficile jusqu'aujourd'hui de faire réagir la base sur des revendications de type révolutionnaire (à part la suppression des différents salaires dans la même catégorie). Je travaille dans une petite entreprise occupant trente ouvriers ; dans la localité, ce sont des entreprises du même type, ainsi que dans plusieurs localités limitrophes. Le parti ne s'est jamais préoccupé des militants travaillant dans les petites entreprises, où l'action politique est très difficile et où, dans la plupart des cas, l'action syndicale est déjà difficile, car la conception des travailleurs est souvent différente de ceux des grandes entreprises : beaucoup de ceux qui travaillent dans une petite boîte ont recherché à travailler dans une grande entreprise.



# Nous n'esquivons pas nos responsabilités

Gérard Féran

L'initiative prise par la dernière D.P.N. d'engager le P.S.U. dans l'élaboration d'un projet socialiste suscite dans l'extrême gauche un débat qui peut être fructueux si nous cernons les raisons réelles de nos désaccords et si nous refusons de nous enfermer dans des malentendus.

Aussi voudrions-nous revenir sur l'interprétation totalement erronée que donne la Ligue communiste du rôle du P.S.U. dans cette élaboration, dans l'éditorial du dernier numéro de *Rouge*. Gérard Filoche y décrit en effet ainsi dans un paragraphe intitulé « Les responsabilités ne s'esquivent pas », la proposition de notre parti :

« Développer l'illusion, comme le fait la direction du P.S.U., que dans les deux ou trois ans à venir graduellement et spontanément les solutions viendront de la base, c'est dans la situation actuelle, fourvoyer les espoirs qui existent vers un marais sans fin. Il faut des réponses et non pas l'incitation à l'attentisme. Ceux qui entrent en lutte aujourd'hui regardent ce que font les révolutionnaires, ce qu'ils disent, ce qu'ils font : si ceux-ci se dérobent, s'avouent impuissants et renvoient au lointain les réponses qu'on attend d'eux, ils contribuent à la démoralisation. Il n'entre pas dans le rôle des révolutionnaires, à quelque époque que ce soit, de rejeter leurs responsabilités, de s'en décharger sur le dos des masses. »

## Pourquoi une organisation révolutionnaire ?

Nous voulons bien croire que les camarades de la Ligue communiste qui nous ont par ailleurs montré plusieurs fois le soin avec lequel ils lisaient « T.S. », se soient quelque peu relâchés au cours de ces dernières semaines, en ne lisant ni les éditoriaux précédant et faisant suite à la D.P.N., ni la résolution qui y fut votée, ni le rapport politique présenté pour introduire les propositions du Bureau national. Car dans tous ces textes il est affirmé qu'il ne saurait être question « de diluer la responsabilité politique du parti dans on ne sait quelle confiance mythique en la spontanéité des masses ». (Cf. éditorial de M. Rocard tirant les conclusions de la D.P.N.)

Pourquoi insister sur ce point en contradiction totale avec l'interprétation que donne la Ligue de nos textes ? Précisément parce que l'analyse que nous faisons du stade actuel du capitalisme met en évidence les conséquences matérielles, sociales et idéologiques de la division sociale du travail au sein même de la lutte de classes. S'il faut une organisation révolutionnaire, c'est d'abord parce que les travailleurs inorganisés ne peuvent avoir spontanément une vision globale des rap-

ports de production et du stade atteint par la lutte de classes. Sans organisation syndicale et politique, ils se trouvent coupés des leçons théoriques et pratiques tirées de l'histoire du mouvement ouvrier et reproduisent finalement dans leur pratique et dans leur langage l'idéologie dominante qui parcellise leur travail et leur façon de vivre. Ce n'est pas un hasard si *France Soir* est plus lu par les travailleurs que *L'Humanité*, et si les lycéens lorsqu'ils tentent d'expliquer leur lutte à la population s'aperçoivent à quel point la bourgeoisie a pu inculquer à chacun la peur de « la politique » !

Croire que nous donnons deux ou trois ans « aux masses » pour élaborer graduellement et spontanément « leur » programme, quitte ensuite à le parapher, n'a donc rien à voir avec notre démarche.

## Le vrai débat : le rôle d'un parti révolutionnaire

Nous ne pensons cependant pas que les accusations de nos camarades résultent d'un simple malentendu. Au fond, le véritable débat, celui sur lequel il nous faut revenir pour approfondir nos désaccords, porte sur le rôle d'un parti révolutionnaire dans la lutte de classes.

Ce débat nous l'avons déjà eu avec une partie de l'extrême-gauche lorsque le P.S.U. a inauguré la pratique des Assemblées Ouvriers et Paysans. A cette époque également, certains ont pu se demander s'il ne s'agissait pas là de formes d'organisation remettant en cause la responsabilité politique du P.S.U. L'expérience faite, et particulièrement la tenue récente au cœur des luttes des A.O.P. d'Evian, de l'Aude, et de Lorraine, ont au contraire montré comment nous concevions le travail du parti. Dans ces luttes, et l'élaboration d'un projet socialiste n'a d'autre objet que de leur donner un débouché politique, quel était notre objectif ? *Permettre la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes du caractère politique de leur combat*. En d'autres termes, briser avec la tradition des partis communistes qui ne conçoivent la politisation que sous la forme d'un parallélisme entre les mouvements revendicatifs et l'action des partis politiques.

Est-ce à dire que le P.S.U. en faisant ce travail abdique ses responsabilités ? Nullement. Permettre la politisation c'est au contraire, à partir d'une lutte précise, donner les moyens militants, théoriques, organisationnels qui permettront aux travailleurs de prendre conscience de leur force, d'analyser la situation sociale et de riposter politiquement à la bourgeoisie, que ce soit dans l'entreprise, dans la ville ou face au pouvoir.

C'est ce rôle que nous avons défini précédemment comme étant celui d'un « intellectuel collectif ».

## Une triple responsabilité

Notre façon de concevoir l'élaboration du programme révolutionnaire ne procède pas d'une autre analyse. Et la responsabilité du parti portera sur trois points essentiels. Sur le plan théorique par les brochures lancées sur les thèmes retenus par la D.P.N., il fournira des moyens d'analyse, les éléments de réponse que le P.S.U. a déjà apportés sur un certain nombre de points, mais aussi les interrogations qui sont les nôtres.

Sur le plan organisationnel, en mettant en place les moyens d'une rencontre effective de travailleurs dont le capitalisme morcelle aussi les luttes. Nous avons plusieurs fois parlé des A.O.P. « circonstancielles ». Soulages montre dans l'article ci-contre l'importance des comités d'initiative populaire dans un secteur comme le cadre de vic. D'autres modes de rencontres permettront, notamment sur le plan international, de faire ce même travail.

Enfin, nous n'avons jamais dit que le P.S.U. comme d'ailleurs les autres organisations politiques ou syndicales qui participeraient à cette élaboration, n'auraient pas à prendre la responsabilité politique d'effectuer leur propre synthèse.

Seulement pour nos camarades de la Ligue un tel travail se résume à un « attentisme » du P.S.U. et il faudra attendre deux à trois ans pour pouvoir discuter avec lui. Curieuse conception et qui nous semble en tout cas totalement coupée des luttes réelles. Mais elle exprime bien une certaine façon qu'a la Ligue de construire un parti révolutionnaire. Il est vrai que nous touchons là une question centrale qui doit susciter la réflexion au sein du mouvement marxiste. Ce n'est pas faire preuve de « modernisme droitier » que de ne pas afficher le même enthousiasme que la Ligue pour laquelle « les réponses essentielles existent et il est possible de les donner : L'histoire du mouvement ouvrier et international les contient pour la plupart. » Car ces réponses ne sont ni uniformes ni suffisantes, les récents débats sur la conception du parti chez Marx et Lénine l'ont montré.

Il y a même fort à parier que s'ils étaient partis d'une telle problématique, Rosa Luxemburg, Gramsci, Mao Tsé-Toung ou plus récemment L. Magri et Rossana Rossanda pour ne citer qu'eux, n'auraient pu apporter grand-chose à la réflexion marxiste du mouvement révolutionnaire !

## Sauver T.S.

4° initiative :  
Vente de collections  
anciennes de T.S.

## Sauver T.S.

5° initiative :  
Ecrire régulièrement à T.S.  
(même si tout ne passe pas)

## Sauver T.S.

6° initiative :  
Multiplier les initiatives par 6



## Retraites

### Après le 1<sup>er</sup> décembre

J. Ferlus

On ne saura jamais exactement combien de travailleurs ont participé le 1<sup>er</sup> décembre à Paris, à la manifestation pour les retraites. 20.000 ? 50.000 ? 100.000 ? Prudentes, les unions régionales parisiennes de la C.G.T. et de la C.F.D.T. n'avancent aucun chiffre, leur communiqué se félicite seulement de « la participation massive ».

On a également défilé en provin-

ce, et partout, à travers le pays, débrayages et grèves ont été nombreux.

Ce fut donc une belle journée, mais pas forcément pour les retraites, même si ce problème est important. En fait, là où les travailleurs se sont davantage mobilisés, où les arrêts de travail ont été les plus durs, les manifestations les plus importantes, c'est justement là où se trouvent actuellement posés de graves problèmes d'emploi : les Ardennes où plus de 10.000 travailleurs ont manifesté deux fois en quelques jours ; grève totale dans la métallurgie stéphanoise ; importante manifestation à Marseille et nombreux débrayages dans les Bouches-du-Rhône ; grèves dans

les usines de papier-carton ; action importante à Mulhouse... Les travailleurs placent le problème du chômage en tête de leurs revendications.

La journée du 1<sup>er</sup> décembre servirait-elle donc de conclusion provisoire à la campagne retraite, à laquelle on accorderait momentanément une priorité moins grande ? Peut-être. Mais il sera difficile à la C.G.T. et à la C.F.D.T. de repartir en commun sur un nouvel objectif. On n'a pas encore digéré dans la C.F.D.T. la décision unilatérale du « 1<sup>er</sup> décembre » prise par la C.G.T. Le ralliement contraint de la C.F.D.T. a eu pour conséquence, du moins à Paris, que de nombreux syndicats de cette centrale

ont « boudé » la manifestation. Ce qui explique en partie que la participation n'a guère été plus importante que lors du défilé du mois de mai dernier, malgré le développement de l'action et de la propagande.

Pour la C.G.T. et la C.F.D.T., mobiliser en commun les travailleurs dans une action pour l'emploi, nécessite que soient d'abord applanies pas mal de divergences. Cela paraît difficile. Pourtant les deux confédérations se voient contraintes à faire aux travailleurs des propositions d'actions « collant » à la réalité immédiate, sous peine de voir se dégrader une mobilisation et une combativité qu'elles ont pourtant su faire naître.

## La Direction du P.C.F. à ses militants d'entreprises :

# Préparer la campagne de 1973 avec le programme

Michel Camouis

Les 20 et 21 novembre derniers, le P.C.F. a tenu une « Conférence nationale sur l'activité du parti dans les entreprises », c'est-à-dire l'équivalent de la conférence qu'organise le P.S.U. les 18 et 19 décembre prochains (1).

Jour pour jour, à peu de chose près, cela fait DIX ANS que le P.C.F. n'avait pas réuni ses cellules d'entreprises. Chez un parti « révolutionnaire » « ouvrier » « marxiste » et « léniniste », une telle carence montre amplement le degré de dégénérescence idéologique. Bien entendu, l'intervention auprès des travailleurs, même désordonnée et confuse du mouvement révolutionnaire « gauchiste » n'est pas étrangère à la tenue de ces assises. En

aucun cas cela signifie une évolution dans la stratégie du P.C.F., de sa direction. Par contre, c'est le signe évident d'une inquiétude venue de la base et que l'on va s'efforcer de calmer.

La « réponse » qu'offre la direction est simple : le Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaires. Par un tour de passe-passe habile, on saute de la lutte de classes au programme. André Vieuguet, dans son rapport introductif déclare « ... l'activité idéologique et politique dans les entreprises, lieu principal de la lutte de classes, revêt une importance décisive... », « ... Ainsi s'explique notre tâche essentielle : adapter un style de travail nouveau et audacieux afin que

le programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire, sa réalisation deviennent l'affaire des travailleurs eux-mêmes. »

Tout se résume en une affaire de « style » !

Dans son discours de clôture, le camarade Marchais, après avoir dit que « l'entreprise est le lieu privilégié du combat de classe, le lieu où s'affronte directement le travailleur et l'exploiteur capitaliste (...) », annonce qu'elle « devient et deviendra toujours plus le lieu privilégié de la bataille politique pour la transformation de la société » et que ceci est « un reflet des phénomènes liés à l'aggravation de la crise (...) ». Autrement dit, on transporte la superstructure politique dans l'entreprise qui devient ainsi un champ politique pour une campagne électorale de l'Union de la gauche. N'y a-t-il pas là « révision » du concept marxiste de lutte de classes ? N'est-ce pas aussi l'expression classique du « réformisme » ?

La lutte de masse — la grève sous ses formes plus ou moins élaborées — est écartée : selon A. Vieuguet, « l'organisation du front unique à la base dans les entreprises » doit se réaliser « pour des actions politiques de masse ». Aussi n'est-il pas étonnant que les propositions du parti soient inexistantes : Une série de cinq « efforts » à accomplir pour une « diffusion exceptionnelle du programme », à savoir : activer les cellules d'entreprises, en créer de nouvelles, trouver des initiatives pour former et promouvoir des cadres, s'adresser aux jeunes.

La dernière est sans doute la plus étrange qu'un parti communiste puisse offrir à ses militants : préparer des assemblées générales populaires (!) de remises de cartes 1972 et surtout « organiser le recrutement permanent avec la largeur de vue qui s'impose (...) ».

### Les petits et moyens entrepreneurs

Après le rapport introductif de Vieuguet, une cinquantaine de délégués selon « L'Humanité » sont intervenus pour apporter l'écho des préoccupations rencontrées et des batailles livrées. Formulés souvent en forme de questions, ces problèmes, semblaient vouloir être discutés par les délégués. Exemple : unité travailleurs français-émigrés, autorité patronale (Michelin) ; appui des populations autour d'un conflit (Roussel-Uclaf) ; rôle du parti et du syndicat ; encore l'autoritarisme patronal (Berliet) ; dénonciation du rôle des nationalisations en système capitaliste (« on se sert de l'entreprise nationale au bénéfice des banques et des sociétés privées ») ; la bataille des O.S. n'a pas « surpris » « néanmoins, la force du mouvement a montré que s'opèrent des changements de conscience importants chez les travailleurs » (Renault-Le Mans) ; « A 35 ans, on n'en peut plus » (Peugeot So-

chaux) ; la paupérisation absolue de certaines régions (Bretagne : on naît « avec une valise à la main ») ; l'illusion de réforme (plan de sauvetage houillère : « Il n'y a pas de solutions possibles dans ce régime » (mineurs, Pas-de-Calais).

Question : et le plan d'urgence sidérurgique ?

A un certain moment, Georges Marchais interrompt le débat : « ... La discussion ne dit pas assez comment nous allons nous saisir du programme pour un travail politique plus concret dans les usines. »

### Intervention significative

En clair : nous ne sommes pas là pour tirer un bilan de nos luttes, pour les amplifier, etc., mais pour savoir comment les uns et les autres nous allons rivaliser d'ingéniosité afin de vendre notre programme.

C'est bien de vendre qu'il s'agit lorsque le camarade Marchais s'exprime en ces termes :

« Je l'ai dit devant les premiers secrétaires de nos fédérations, mais je veux le répéter ici : le programme de gouvernement doit devenir pour tout le parti, à tous les échelons, le support de toutes nos activités, de toutes nos tâches. Il en modifie les données. Il en enrichit le contenu. On peut même dire qu'il devrait conduire, dans un certain nombre de nos organisations à modifier notre style de travail. »

En ce qui concerne la diffusion, « il faut battre tous les records. » C'est du marketing (marché capitaliste). En effet, « des réunions, des stages d'études, des séances de débat pour la formation de nos propagandistes, sont nécessaires ». Pour conclure : « Avec le programme, le Comité central a mis à la disposition du Parti un outil de grande valeur. »

Question que nous posons : Quelle part les travailleurs, les militants des entreprises ont-ils pris dans l'élaboration de ce programme ? Un programme électoral qui doit faire « l'union populaire » dans laquelle « toutes les victimes de la politique des monopoles — je dis bien toutes — ont leur place (...) » dont « ... la plus grande partie des professions dites libérales, des couches moyennes des villes, y compris d'un certain nombre de petits et moyens entrepreneurs. »

Pourtant, A. Vieuguet avait noté dans son rapport : « Les combinaisons préélectorales ne visent qu'à détourner des aspirations populaires aux changements vers la continuité de la politique de grand capital, par l'attrait de modifications de façade. »

(1) Voir « L'Humanité » des 22, 23 et 24 novembre.

Le numéro de décembre des « Cahiers du Communisme » publiera tous les actes de la conférence nationale, les extraits des interventions, le rapport et le discours de clôture.



330, rue Saint-Jacques, PARIS (5<sup>e</sup>) - Tél. : 325.43.99

- ENSEIGNANTS ET RESPONSABLES DE FOYERS SOCIO-EDUCATIFS, sachez que RIVAGES peut vous apporter son concours pour la préparation de voyages scolaires éducatifs (Londres, Hollande, Allemagne...).
- ETUDIANTS ET RESPONSABLES DE « VOYAGES DE PROMOS », RIVAGES vous offre des possibilités de voyages d'étude dans le monde entier.
- RESPONSABLES DE COMITES D'ENTREPRISE, avez-vous pensé à entrer en contact avec RIVAGES pour l'organisation de vos week-ends ski, week-ends de printemps à l'étranger...

FAITES CONFIANCE A UNE ORGANISATION TECHNIQUE SERIEUSE ET EFFICACE.

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part :

- Brochure Voyages Scolaires Educatifs 71/72.
- Brochure Spécial Promotions 72.
- Programme Collectivités Hiver 71/72.

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

Corr. Lic. A. 622

Tribune Socialiste



# Comment casser une lutte...

Alors qu'à la suite de nouvelles informations données par la direction le vendredi 3 (nouvelle liste de licenciés remplaçant les « cas sociaux » retenus), il y avait nécessité d'informer le personnel et de le mobiliser pour refuser tout licenciement sans reclassement et tout nouveau licenciement, la C.G.T. demandait, à 17 heures, de consulter ses syndiqués. Rendez-vous était pris lundi à 14 heures.

Lundi matin, la C.G.T. lançait un tract qui constitue la merveille du genre. Citons-le et à vous de juger...

« Dans la lutte pour la garantie de l'emploi, la participation du personnel ne détermine pas, seule, les résultats, cela dépend aussi de la résistance du patronat et du pouvoir. » (Souligné par la C.G.T.)

« Nous considérons que l'année 1972 peut être celle des grandes victoires de la classe ouvrière et qu'elle peut, si les travailleurs imposent l'unité, voir aboutir un changement politique décisif. »

Et ceci, une heure avant la réunion des délégués du personnel !

Est-ce cela, en langage marxiste, savoir renverser en sa faveur un rapport de forces ?

La semaine prochaine, le groupe P.S.U.-Heurtey continuera de vous analyser une situation... enrichissante sur plus d'un point !

Elf-Ré

# Savoir "mériter" sa place

Puisque vous voulez tout savoir, nous allons vous expliquer pourquoi Elf-Ré a décidé de supprimer six cents emplois. C'est la faute au gouvernement algérien qui, par ses nationalisations, ôte à Elf-Ré 40 % de ses prestations. Donc on réduit le personnel de 40 % aussi, soit six cents personnes dans un premier temps. Il y en aura d'autres étant donné que l'entreprise emploie 2.750 travailleurs.

Puisque vous n'êtes pas convaincu par cette explication logique, nous vous dirons que Elf-Ré profite de l'occasion pour accélérer un processus de restructuration enclenché depuis longtemps : en 1969 (déjà !) le cabinet d'organisation Mac Kinsey estimait les effectifs trop élevés de 10 %

Puisque vous vous demandez quels travailleurs vont être touchés, nous répondrons que dans l'immédiat le couperet va s'abattre sur soixante ingénieurs et cent techniciens, employés et agents de maîtrise.

Puisque vous pensez que tout cela se fait un peu au hasard et selon l'humeur, nous sommes au regret de vous contredire. Chez Elf-Ré, comme jadis dans les collèges de jésuites, on licencie à partir de la notation annuelle des travailleurs. On élimine d'abord les médiocres. Comme le dit un dirigeant de l'entreprise : « La sécurité de l'emploi ne peut s'étendre qu'au personnel qui le mérite. »

Après ça, ne venez pas nous dire que les patrons ne réfléchissent pas à ce qu'ils font.

# Usine sans nom

La Société Métallurgique de La Bonneville, malgré une chute régulière de ses effectifs :

1965 : 379 salariés.  
1966 : 359 salariés.  
1967 : 344 salariés.  
1968 : 303 salariés.  
1969 : 259 salariés.  
1970 (mars) : 251 salariés.  
1971 (novembre) : 203 salariés.

reste l'usine la plus importante du canton de Conches (Eure). Or, début 70, Tréfilimétaux devient majoritaire à la faveur d'un coup de bourse.

Dès lors, les rumeurs les plus contradictoires vont circuler : fermeture de l'usine, reconversion... Ce qui est certain, c'est que les dirigeants du groupe Tréfilimétaux n'ont pas l'intention de conserver longtemps cet établissement vétuste, dont les machines sont trop anciennes. La seule crainte qui les retient pour fermer l'usine, c'est l'obligation qui leur incomberait d'avoir à payer en indemnités de départ des sommes considérables. En effet, les travailleurs de la S.M.B. ont souvent 15, 25, 35 et même 45 années à leur actif dans la même maison. La plupart sont de souche étrangère et se sont installés là, bénéficiant des logements de l'usine. Alors, il faut procéder par étapes et au moindre coût.

1. Les rumeurs contradictoires déjà citées produisent leur effet ; déjà, un grand

nombre de travailleurs ont choisi la sécurité. Evreux, à 10 km, leur offre quelques débouchés.

En mettant en vente quelques logements, les responsables de l'usine vont précipiter le mouvement, créant l'insécurité et récupérant, du même coup, un produit non négligeable quand on connaît l'état de la plupart de ces logements.

3. En décidant le contrôle direct de l'établissement qui sera effectif en décembre prochain, il ne fait pas de doute qu'un coup d'accélération vient d'être donné. Certains services généraux, comme la direction administrative, sont déjà regroupés avec les Tréfilerie du Havre. Et l'on parle de reclassements...

Les travailleurs ne tarderont pas à savoir ce que cela veut dire. Certains se bercent encore d'illusions et imaginent volontiers « l'étirage du plastic » ou « la production d'engrais » venant se substituer à la production des fils de laiton. Apparemment, aucun ne se risque pour en savoir davantage à poser des questions. Les syndicats (C.G.T. pour les ouvriers, C.G.C. pour les cadres) se sont cantonnés une fois pour toutes dans les revendications salariales.

Le résultat, on le connaît d'avance : de 1964 à 1968, cent emplois ont été supprimés ; de 1968 à 1971, cent autres ont disparu ; on peut avancer que, pour

1973, cent postes nouveaux auront disparu. Il suffira, alors, et à peu de frais pour les patrons, de s'attaquer au dernier carré d'irréductibles moyennant quelques préretraites, quelques reconversions plus ou moins acceptables, quelques reclassements dans les autres usines du groupe, quelques licenciements aussi et très peu de départs indemnisés.

Au regard de cette situation, que décide la municipalité ? Une municipalité à majorité de commerçants voyant d'un mauvais œil leur clientèle se raréfier. L'implantation de pavillons individuels est pour l'instant la seule action entreprise. Une parcelle de 5 hectares a été confiée à la SEMEDE pour être urbanisée. Les premiers pavillons ont été construits en 1969, habités en 1970. Vingt-cinq pavillons sont habités maintenant ou sur le point de l'être. Il y en aura quatre-vingt-dix ou cent en tout. Ce lotissement a été laissé, dit-on, à la SEMEDE au prix de 2 F le mètre carré pour être viabilisé ; la première tranche a été vendue 22,75 F le mètre carré, la deuxième 27 F. Les souscripteurs, pour la plupart, viennent d'Evreux après avoir fait l'expérience du grand ensemble. On le voit, la municipalité s'est située par rapport aux commerçants — nullement par rapport aux travailleurs de la S.M.B., qui se retrouvent seuls pour affronter la conjoncture — à seule fin de maintenir leur clientèle.

Vernon

# Licenciements et anti- impérialisme

Vernon, une ville dont on a beaucoup parlé en 1969 à propos du procès de trois colleurs d'affiches...

Là comme ailleurs, la situation de l'emploi se détériore et l'entreprise Transiron, fabriquant du matériel électronique, vient d'y fermer ses portes. Résultat : 158 licenciements, des femmes pour la plupart, qu'il sera très difficile de reclasser dans l'agglomération vernonnaise.

Transiron est une firme américaine ayant investi en France, en Allemagne de l'Ouest, en Angleterre et au Mexique. La décision de licenciement a donc été prise aux U.S.A. et le personnel en a été informé très tardivement, la direction locale affichant un optimisme de commande jusqu'au dernier moment.

A Transiron, il n'y avait pas de syndicat et l'U.L.-C.F.D.T. a invité les travailleurs à s'organiser face au patron. Après deux réunions organisées par la C.F.D.T., des délégués ont été désignés afin d'obtenir du patronat des possibilités de reclassement et de recyclage.

D'autre part, la section P.S.U. a largement diffusé un tract sur « l'affaire Transiron ». Elle y dénonce l'augmentation du chômage dû à la crise du système capitaliste. Mais elle y souligne également que les activités de l'usine vernonnaise sont transférées au Mexique afin d'obtenir « un moindre coût de travail » (comme dit pudiquement le communiqué patronal), donc que la firme américaine préfère surexploiter les travailleurs mexicains. Et le P.S.U. appelle les travailleurs à la solidarité anti-impérialiste, estimant qu'en l'occurrence ils ont un adversaire commun avec les ouvriers du Mexique : l'impérialisme américain. Ainsi, les travailleurs ont pris conscience que leur sort dépend de la situation du capitalisme américain et que notre dénonciation de l'impérialisme n'est pas pure littérature...

Evreux

# Le travail temporaire

Dans les petites annonces, les agences de « personnel intérimaire » figurent en bonne place. Et pour cause, trois bureaux seulement ont ouvert leurs portes en 1971 :

• BIS - SIBI - SAM •.

Evreux-intérim dans le même temps devenait S.O.S. INTERIM, c'est tout un programme.

Ces agences s'adressent à la fois aux patrons et aux travailleurs, mais il ne leur tiennent pas le même langage. A ceux-ci, une affiche dit : Voici cinq bonnes raisons de choisir le travail temporaire, vous pourrez

- travailler quand vous le désirez ;
- avoir la possibilité de vous recycler ;
- trouver un emploi près de chez vous ;
- recevoir un salaire intéressant avec congés payés, réglés chaque semaine ;
- bénéficier de tous les avantages sociaux.

Qu'en est-il exactement ?

D'abord l'offre et la demande s'effectuent par téléphone. Si vous vous présentez à un bureau de travail temporaire, vous serez toujours bien accueilli ; si c'est possible, on vous fera passer un petit test, puis vous aurez une fiche dans le répertoire des emplois que l'agence pratique. Ensuite, il vous suffira d'attendre que l'on vous indique un remplacement à effectuer. Pour un patron, demandeur, on se mettra en quatre pour lui donner satisfaction ; au besoin, on ira chercher dans une succursale, parfois à 100 ou 200 km, la personne qualifiée correspondant à l'offre.

Ensuite, les affaires se compliquent un peu.

— Généralement on demande aux inté-

rimaires un travail intensif. Il faut éponger un travail accumulé et le plus vite possible, ou au moindre coût.

— Les relations entre entreprises et agences sont excellentes ; aucune, au fond, ne se sent engagée. Une personne ne fait pas l'affaire, on la remplace. On peut même risquer des appréciations que la législation du travail condamne : il n'y a pas véritablement contrat de travail.

— Les agences recueillent précieusement ces renseignements quand elles ne les sollicitent pas et assurent ainsi une sélection.

— Car, en effet, une fois le remplacement terminé, le travailleur retourne chez lui et attend un nouvel emploi. Il est vraisemblable qu'une personne qui aura collationné deux ou trois remarques, si elle n'est totalement éliminée, passera son tour tant que les besoins ne l'exigeront pas.

Il faut ajouter que les intérimaires perçoivent généralement moins de la moitié de ce qui est facturé au client, autrement dit, l'agence dans tous les cas s'assure un bénéfice brut minimum de 20 % une fois les salaires et charges sociales payés.

Comme on le voit, avec un peu d'imagination, et peu d'expérience, on est loin du compte et les cinq avantages cités plus haut se traduisent plus souvent par leur contraire.

Plus démunis que quiconque, les travailleurs temporaires entraînent, on s'en doute, des désagréments pour les travailleurs à plein temps. Il n'est pas rare, dans le cas d'emplois spécialisés, que le recours aux intérimaires soit avancé (chantage) pour mettre fin aux revendications qui peuvent naître dans une entreprise, par exemple.

## Exemple SOS INTERIM

- Une standardiste débutante reçoit 4,40 F l'heure  
L'agence facture 9,40 F HT.  
Il reste un bénéfice brut mensuel, pour 173 heures, de 320 F.
- Une dactylo recevant 4,60 F l'heure  
L'agence facture 10,60 F HT.
- Une téléxiste recevant 5,60 F l'heure  
L'agence facture 11,60 F HT.  
Il lui reste un bénéfice brut mensuel, pour 173 heures, de 400 F.



# luttones internationales

Bangla-Desh

## Entre le marteau et l'enclume

Henry Rosengart

La gravité et l'urgence du problème du Bengale exigent que le débat soit ouvert à son sujet dans le parti, comme dans l'ensemble de l'extrême-gauche.

Henry Rosengart l'introduit ici.

La répression exercée par le gouvernement pakistanais contre le peuple bengali depuis le 25 mars risque trop souvent de masquer les initiatives provocatrices et bellicistes de l'Inde.

Il faut le souligner avec force : l'Inde est un pays aussi réactionnaire que le Pakistan et l'armée indienne vaut largement l'armée pakistanaise sur le plan répressif : bien avant la répression féroce des Bengalis orientaux par Islamabad, New-Dehli a réprimé féroce ment les Bengalis occidentaux.

### La situation actuelle

Depuis 15 jours, l'Inde multiplie ses agressions et ses incursions en profondeur dans le territoire pakistanais, sous prétexte d'« aide au Bangla-Desh ».

Depuis 15 jours, l'Inde répand mensonges sur mensonges pour justifier son agression (comme la prétendue « déclaration de guerre » d'Islamabad).

La responsabilité première de l'Inde saute donc aux yeux : rappelons également que la question nationale bengalie, démagogiquement exploitée par l'Inde, s'exprime politiquement depuis une date récente, alors que l'expansionnisme et le bellicisme indiens datent de Nehru...

Militairement plus puissante que son voisin, recevant massivement des armes de l'U.R.S.S. à laquelle elle est liée par traité, l'Inde avait tout intérêt à provoquer un conflit généralisé.

Que se passe-t-il en effet au Bangla-Desh ? Depuis avril dernier, la Ligue Awami (organisation bourgeoise conservatrice pro-indienne, ouvertement soutenue par New-Dehli) tente de diriger la résistance bengalie dans le sens non pas des intérêts du peuple bengali, mais des stricts intérêts de classe de la Ligue Awami, qui rejoignent ceux de la bourgeoisie indienne. Tant que la Ligue Awami dominait les forces de libération, une intervention directe de l'Inde n'était donc pas à craindre, puisque le peuple du Bangla-Desh n'avait le choix qu'entre la dépendance au Pakistan et la dépendance à l'Inde.

Ce choix il l'a toujours. L'Inde veut « néo » coloniser le Bangla-Desh sous le couvert d'une prétendue « indépendance ».

Masquée par le mot « indépendance », cette réelle dépendance n'aurait en effet d'autre conséquence que d'installer au pouvoir d'autres oppresseurs du peuple bengali et de constituer au surplus une base militaire menaçant la Chine.

### Le bellicisme indien en action

Mais depuis quelques mois, la situation évolue. La lutte au Bangla-Desh prend un caractère de plus en plus progressiste. Se distinguant des « Mukti Bahini » (troupes de métier de la Ligue Awami

ser évoluer plus longtemps la situation dans le sens d'une guerre populaire prolongée qui aurait entraîné une révolte populaire au Bengali indien. Elle a donc cherché à bloquer ce processus en intervenant militairement afin d'installer à Dacca un gouvernement fantoche à sa dévotion. Dans cette perspective, le peuple bengali ne fait que changer de colonisateurs et reste le dindon de la farce.

### Qui sont les fauteurs de guerre ?

Mais le plus scandaleux dans cette affaire, c'est le rôle de l'U.R.S.S. Elle a signé un traité d'amitié avec l'Inde et, depuis des mois, lui envoie massivement des armes qui ne peuvent que servir les desseins de la droite nationaliste expansionniste au pouvoir à New-Dehli. Le tout, bien sûr, au nom du droit du



AGIP

gnant la démagogie à la duplicité, l'U.R.S.S. va jusqu'à parler de collusion sino-américaine — argument qui fait sourire même « Le Figaro ».

Bien sûr, le P.C.F. soutient les thèses russes, et présente sans rire les réactionnaires de la Ligue Awami comme des « démocrates » tout en faisant évidemment silence sur la nature réactionnaire du régime d'Indira Gandhi. La revue mensuelle du P.C.F. : « I.T.C. » (Ing. Techn. Cadres) de novembre 71 dépasse en la matière les bornes de l'absurde.

Après avoir parlé du « rôle dynamique que joue l'Union Soviétique pour la détente internationale », « I.T.C. » écrit (c'était bien sûr, avant que la guerre éclate !) que « l'Inde de son côté contribue à la paix en signant un important traité avec l'U.R.S.S. tandis qu'elle apporte toute son aide aux millions de réfugiés » ! Accréditant le mensonge d'une Ligue Awami progressiste et porte-parole des aspirations nationales du Bangla-Desh, « I.T.C. » ajoute que « l'Inde et l'U.R.S.S. fidèles à leurs efforts pour la sauvegarde de la paix dans le monde, s'engagent à coopérer pour apporter leur soutien aux justes aspirations des peuples pour en finir avec le colonialisme et le racisme. »

« Ainsi, poursuit « I.T.C. », la chaîne de solidarité et de coopération pacifique peut, maillon par maillon, s'étendre dans le monde et rendre de plus en plus difficiles les entreprises de l'impérialisme. » On en rirait si la situation était moins dramatique !

Conclusion : après les faux amis du peuple palestinien, voici les faux amis du peuple bengali que l'U.R.S.S. et le P.C.F. soutiennent au nom de la paix et de l'indépendance...

Coincé entre le Pakistan réactionnaire et l'Inde belliciste, la situation du peuple bengali n'est donc pas brillante. Mais le jour n'est peut-être pas éloigné où il se retournera contre tous ses ennemis. □

### Communiqué du Bureau National

Au printemps 1971, le peuple bengali s'est révolté contre l'exploitation de type colonialiste à laquelle il a été soumis par le Pakistan occidental en commençant à chercher une solution à ses problèmes, à la fois en termes d'indépendance nationale et d'évolution vers le socialisme, malgré les oppositions nationales ou religieuses qui pouvaient masquer les mécanismes de l'impérialisme.

Des centaines de milliers de Bengalis ont alors été exterminés par le gouvernement pakistanais, sans qu'aucune des grandes puissances entreprenne quoi que ce soit de concret pour s'opposer au massacre ni défendre le droit des Bengalis à décider eux-mêmes de leur avenir.

Avec la même complicité, le gouvernement de l'Inde s'est efforcé d'empêcher le progrès du mouvement révolutionnaire de l'ensemble du peuple bengali en apportant son soutien au « gouvernement » de la Ligue Awami.

Aujourd'hui, le conflit entre l'Inde et le Pakistan permet aux grandes puissances de défendre leurs intérêts sans se préoccuper le moins du monde du sort des Bengalis et de leurs luttes contre l'exploitation à laquelle ils sont soumis.

Le B.N. du P.S.U. réaffirme sa solidarité avec le peuple bengali et son soutien complet aux militants qui se battent pour une évolution vers le socialisme.

Il considère que l'enjeu de la guerre entre l'Inde et le Pakistan est la défense ou la mise en cause de l'équilibre qui s'est établi dans cette partie du monde entre divers impérialismes. Indira Gandhi est mal placée pour justifier son offensive militaire au Bengale oriental par la défense du droit du peuple bengali à disposer de son sort, dans la mesure où son gouvernement mène au Bengale occidental une brutale répression contre les Naxalites et le Parti Communiste Indien Marxiste, représentant de la majorité du peuple bengali sous domination indienne. Ce conflit ne peut que nuire aux révolutionnaires bengalis en masquant le sens de leurs luttes derrière la guerre que se livrent deux armées étrangères sur le dos des populations civiles et en favorisant un règlement international d'où ils seront exclus.

Le B.N. du P.S.U. constate que la position du gouvernement de M. Pompidou ne peut être fondée que sur sa stratégie de vente d'armes à l'étranger et sur sa volonté d'être associé au groupe des « grandes puissances » pour régler l'ensemble des problèmes internationaux en fonction de l'équilibre à établir entre elles sans tenir compte des aspirations des peuples intéressés.

qui existaient avant le 25 mars, époque où elles s'étaient illustrées dans la répression des masses bengalies, et qui portent aujourd'hui la responsabilité d'atrocités qui ne le cèdent en rien à celles de l'armée pakistanaise), les forces populaires s'organisent.

L'Inde a vigoureusement réagi à cette évolution, emprisonnant et assassinant la gauche bengalie en exil sur son territoire, tandis que cette dernière dénonce ouvertement l'Inde et la Ligue Awami comme réactionnaires.

Résultat ? L'Inde ne pouvait lais-

Bangla-Desh à disposer de lui-même ! L'U.R.S.S. (qui, rappelons-le, n'a toujours pas rompu avec Pnom Penh) montre ainsi une fois de plus que sa prétendue « politique de paix » n'est qu'une façade masquant ses intérêts de grande puissance.

Actuellement, l'U.R.S.S. refuse obstinément toute initiative visant à arrêter immédiatement la guerre et à obliger les troupes des deux camps à regagner leurs bases. Elle cherche scandaleusement à gagner du temps — le temps pour l'armée indienne de parvenir à Dacca. Joi-



# Quand le blanc est noir

Rémy Grillault

« T.S. » a annoncé la semaine dernière que les candidats soviétiques viennent d'obtenir un grand succès aux élections tchécoslovaques. Ce fait en lui-même n'apporte rien de nouveau : que les 99,9 % traditionnels soient obtenus par des flics de l'intérieur ou venus de l'étranger est finalement sans importance. Mais ce chiffre peut prêter à confusion sur la réalité de la situation actuelle en Tchécoslovaquie. Il donne en effet à penser que tout est redevenu comme avant, que le printemps de l'intelligentsia est bien mort au bénéfice du blizzard stalinien.

être très augmentée pour éviter une catastrophe.

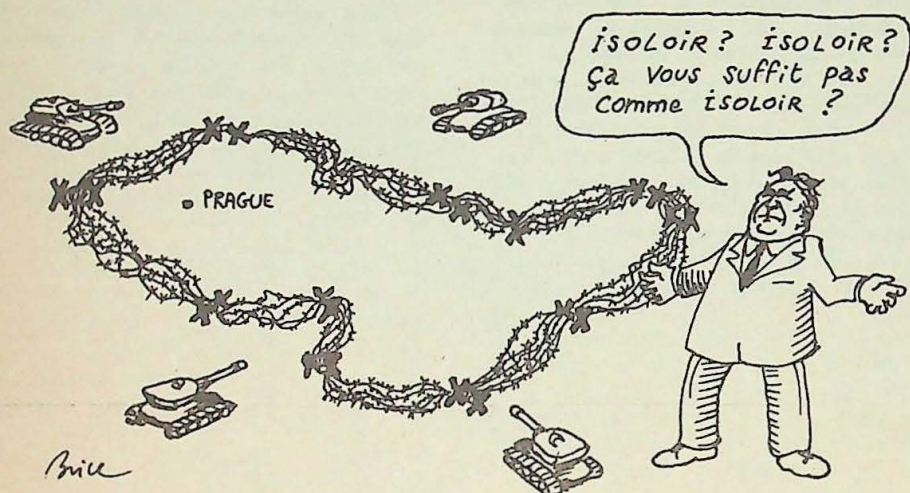
La vérité, c'est aussi que la propagande officielle ne porte plus. Autrefois, les autorités jouissaient d'une confiance relative : en combinant déclarations tendancieuses et statistiques fausses, elles parvenaient à persuader l'opinion publique que leur socialisme réalisait de grandes conquêtes. Aujourd'hui, le peuple a la nausée de tous ces mensonges. Il ne lit plus les journaux du parti, il n'assiste plus à ses meetings sauf lorsqu'il est réquisitionné pour le faire. En bref, alors que le socialisme est le système

n'avoir pas eu lieu, les noms d'hommes qui ont porté un immense espoir dans leur pays et à travers le monde sont matériellement absents de toute publication publique.

L'histoire du présent ensuite, qui est écrite par un gouvernement d'occupation, barricadé contre son peuple. Ainsi, tandis que les organes d'information officiels disent que tout va bien, un contre-réseau clandestin d'information se conspire dans tout le pays ; c'est en lui que les Tchécoslovaques ont confiance, c'est à travers lui qu'existe la véritable solidarité d'un peuple de résistants. C'est grâce à lui

qu'il parvient à supporter un régime politique qui dénonce à juste titre l'idéologie bourgeoise tout en fondant son pouvoir sur la pire mascarade idéologique qui soit, en affirmant que le blanc est noir et que le noir est blanc ; c'est grâce à lui qu'il ne croit pas beaucoup aux bruits de retrait complet des troupes soviétiques, qui n'ont jamais complètement évacué la Pologne ni la Hongrie depuis 1956.

Malgré tout cela, ce peuple résigné par tant d'épreuves, croit que tout peut changer. Écoutant Bertolt Brecht, il ne dit jamais : « C'est naturel », afin que rien ne passe pour immuable.



Cette impression est fautive et ne doit sa force qu'à la traditionnelle capacité du peuple tchèque de faire le gros dos devant l'adversité que son histoire a si souvent connue. C'est vrai, on vote comme avant, on se tait comme avant, mais des signes qui parlent à la place des bouches verrouillées démontrent que le climat est tout autre qu'« avant ».

## Avant et après

« Avant », l'économie marchait tant bien que mal ; certes les ouvriers n'étaient pas acharnés au travail car ils avaient appris qu'en matière de propriété collective des moyens de production, il y a loin de la théorie à la réalité. Mais enfin, l'illusion avait gardé de sa force. « Depuis », l'illusion est morte, car entretemps, quelques mois d'oxygène ont suffi pour démontrer que le socialisme n'est pas incompatible avec des syndicats et des conseils d'usine ayant un rôle réel mais qu'au contraire, sans eux, il n'est pas la peine de se battre pour lui. C'est pourquoi la « normalisation » se traduit aujourd'hui par une baisse considérable de la productivité et par un absentéisme généralisé dans les usines. Bien entendu, la propagande des Soviétiques et de leurs agents tchécoslovaques chante des communiqués de victoire économique. La vérité, c'est que l'aide de l'U.R.S.S. a dû

politique dans lequel le pouvoir appartient au peuple, on assiste en Tchécoslovaquie au processus inverse : un appareil de parti dictatorial, à la solde d'un impérialisme étranger, accapare le pouvoir et se coupe totalement de sa base.

Rien ne peut porter plus de tort à la cause internationale du socialisme. Et, comme nous le signalons plus haut, il ne faut pas se laisser abuser par l'unanimité électorale car, comme le disait récemment Joseph Smrkovsky à un hebdomadaire communiste italien, « ceux qui, en pensant à leurs enfants et à leurs familles, ont dû violer leur conscience et renier leurs opinions, vivent dans la honte, ont des crises morales et haïssent ceux qui les ont humiliés. »

## Réécrire l'histoire

Devant ces faits qu'ils n'ignorent pas, les communistes tchécoslovaques « réalistes » n'ont d'autres possibilités que de nier l'évidence et qu'en définitive, de réécrire l'histoire.

L'histoire du passé d'abord dont toute trace du printemps de Prague est effacée. Ainsi, comme aux meilleurs jours du stalinisme, des mois entiers disparaissent du calendrier, des événements majeurs — comme le XIV<sup>e</sup> congrès clandestin du parti communiste tchécoslovaque — sont supposés

## Chili

# Communiqué du Bureau national

Suite aux communiqués publiés sur la situation actuelle au Chili par le P.S.U. et d'autres organisations, le B.N. rappelle la position qu'il a prise à ce sujet.

1) Les conditions d'accession au pouvoir du gouvernement d'Unité populaire le placent dans une situation difficile pour amorcer une véritable transition vers le socialisme. Cette difficulté tient essentiellement à la nécessité d'une rupture avec les formes antérieures du système politique bourgeois. Car les forces socialistes, au Chili comme ailleurs, ne peuvent se contenter d'occuper le pouvoir à leur profit.

Or même si ces forces présentes au sein de l'Unité populaire n'ont rien à voir avec les objectifs et les bases sociales de la social-démocratie européenne, il n'en reste pas moins que la responsabilité de la gauche chilienne est précisément de mettre en place les conditions de cette rupture.

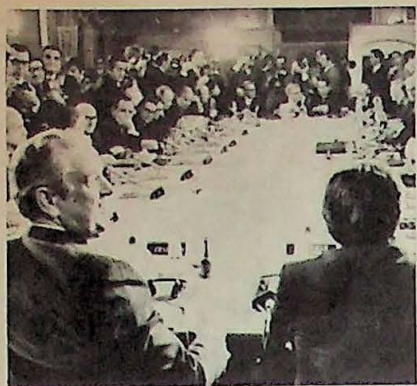
2) Une telle analyse ne peut cependant faire oublier aux révolutionnaires l'enjeu politique fondamental que constitue aujourd'hui la victoire de l'Unité populaire sur les forces réactionnaires chiliennes et sur l'impérialisme américain.

Ainsi le gouvernement d'Unité populaire, en dépit des conditions extrêmement difficiles où il se maintient, a réussi à imposer des décisions d'une grande importance telles que la nationalisation des mines de cuivre et la prise de possession des terres par les paysans. Il se trouve que cette position a été exprimée également par le M.I.R. dans une déclaration de son secrétaire général Enriquez que l'on a plusieurs fois tronquée. Celui-ci a affirmé en effet qu'en dépit de toutes les critiques qu'il formule contre le gouvernement d'Unité populaire le M.I.R. continue de le soutenir à la fois pour ce qu'il a déjà accompli et par solidarité contre l'ennemi commun.

3) L'existence même du gouvernement d'U.P. reste extrêmement menacée, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur par les forces réactionnaires. C'est pour exprimer sa solidarité avec l'Unité populaire dans cette lutte que le P.S.U. s'est associé et continuera de s'associer aux organisations syndicales et politiques qui luttent contre l'impérialisme, quelles que soient les divergences qu'il peut avoir avec ces organisations sur le plan interne ou quant à l'appréciation qu'elles portent sur l'expérience en cours au Chili.

N.B. — Dans le communiqué du 3 décembre 1971 le nombre des organisations signataires a entraîné l'addition d'une deuxième phrase qui évoque dans la plus grande confusion « le respect et l'élargissement des libertés démocratiques » ; cette phrase est ambiguë par rapport à la situation présente du Chili, et n'exprime en rien l'opinion du B.N. du P.S.U.





AFP

## Deux prises de position du P.S.U.

L'action engagée contre la politique de la Schuh Union A.G. continue. Le directeur Servas ayant refusé de répondre aux questions posées sur les problèmes de licenciements dans les différents établissements de son groupe, l'action se porte au niveau du parlement européen.

La délégation internationale de jeunes travailleurs allemands, autrichiens, suisses et français se rendra demain 3 décembre au parlement européen entre 14 h et 16 h; elle posera les problèmes suivants :

- Absence de règles juridiques empêchant le type de pratique de la Schuh Union ;

- Demande d'ouverture d'une commission d'enquête internationale ;

- Demande de création d'une commission ouvrière supranationale chargée de contrôler la gestion des établissements européens de la Schuh Union. Cette commission serait formée de délégués des établissements de cette entreprise élus par les travailleurs.

Le P.S.U. considère qu'il est urgent pour les travailleurs de prendre conscience des nouvelles formes de lutte que leur impose le développement des entreprises multinationales. A une stratégie patronale qui s'applique à l'échelle internationale, les travailleurs ne pourront apporter actuellement aucune réponse efficace tant que leur solidarité, leur organisation et leurs droits resteront cloisonnés par les frontières nationales. L'action entreprise contre les dirigeants de la Schuh Union A.G. doit être le début d'une large campagne de tous les travailleurs d'Europe pour adapter leurs moyens d'action aux nouvelles formes de l'exploitation capitaliste.

✽

Monsieur le Président de l'Assemblée Européenne, Strasbourg.

Nous exprimons totale solidarité du P.S.U. avec travailleurs de la Schuh Union A.G. en lutte pour défense de leurs droits contre communauté européenne du capital.

Pour le B.N. du P.S.U.,  
Michel ROCARD.

(Télégramme envoyé à 13 h 30, le 3 décembre 1971.)

Face au capitalisme européen, les travailleurs s'organisent

# Une grande première

Bernard Jaumont

Mercredi 1<sup>er</sup> décembre 1971... une date à relever. Ce jour-là, des travailleurs sont entrés dans le bureau du directeur de la Schuh Union A.G. pour exiger qu'il mette fin à un processus de concentration qui consiste à acheter de petites entreprises pour les fermer ensuite et mettre en chômage ceux qui y sont employés.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette opération c'est qu'à côté de camarades du P.S.U. de Strasbourg, il y avait des travailleurs venus de Suisse et d'Allemagne. C'est la première étape d'une révolte des travailleurs européens contre la communauté européenne du capital; cela doit être le premier acte d'un gigantesque mouvement pour opposer au marché commun une communauté européenne des travailleurs.

## Les deux objectifs du Marché commun

Au moment de sa création, dans les années 1955-1956, le marché commun avait deux objectifs, l'un avoué, l'autre parfaitement dissimulé :

- le but réel avoué c'était de concentrer l'industrie européenne pour lui donner plus d'efficacité et permettre au capitalisme européen de lutter contre la concurrence des firmes américaines.

Pour cela, on a progressivement supprimé les barrières douanières et permis la libre circulation des capitaux, des marchandises et de la « main-d'œuvre » entre les six pays membres du marché commun.

De cette façon, les lois de la concurrence jouent à plein : les grandes entreprises se développent, les moyens de production se concentrent et la productivité peut augmenter de façon considérable.

Le résultat n'a pas été exactement ce que le patronat européen recherchait, parce que l'ouverture des frontières a aussi permis le développement d'entreprises multinationales dont le siège était à l'origine aux Etats-Unis et qui prennent une place de plus en plus grande dans le développement de l'économie européenne.

Ce qui est certain en tout cas, c'est que la concentration industrielle est faite au détriment des travailleurs : elle signifie en effet la fermeture des entreprises les moins compétitives, le dépeuplement des régions les moins favorisées, la migration des travailleurs de l'agriculture vers l'industrie, c'est-à-dire vers les villes, où l'on vit de plus en plus mal et de plus en plus durement.

Pour empêcher que les travailleurs européens puissent organiser leur défense contre ces nouvelles formes d'exploitation, il fallait que le deuxième objectif du marché commun ne soit pas clairement perçu.

— Le deuxième objectif du marché commun c'était de diviser les travailleurs en les cloisonnant dans un cadre national, en accentuant les différences et les divisions entre travailleurs de deux pays différents pour qu'ils n'aient pas conscience d'être tous solidaires contre ceux qui les exploitent.

Il faut être tout de même bien naïf (ou complice) pour ne pas voir que dans cette prétendue « communauté » européenne, les frontières ne sont supprimées que dans la mesure où c'est utile aux intérêts capitalistes : pas de frontières pour les marchandises, pour les capitaux, pour les touristes, c'est-à-dire pour tout ce qui peut procurer un profit, pas trop de frontières non plus pour la « main-d'œuvre » de sorte que les migrations de travailleurs puissent faire « librement » baisser les salaires là où la poussée deviendrait trop forte.

Mais pour le reste, au contraire, on a maintenu tout ce qui pouvait créer des différences entre travailleurs de différents pays, et on a aussi maintenu soigneusement les frontières nationales pour empêcher la diffusion des analyses politiques et l'unification des luttes des travailleurs : au prix de quelques subtilités juridiques, une entreprise située en France peut parfaitement acheter une usine en Allemagne, la fermer et investir le prix en Belgique ou en Italie, mais si les travailleurs allemands viennent expliquer aux Belges, aux Italiens ou aux Français les mécanismes et les conséquences de ces décisions, chaque Etat garde en réserve les moyens de les faire taire en les expulsant.

A partir de là tout est facile pour les capitalistes, et même les armes que les travailleurs ont réussi à arracher au cours de leurs luttes deviennent inutiles : à quoi sert une grève dans une entreprise allemande si le trust dont elle dépend peut poursuivre la production aux Pays-Bas ou en France ? Et comment obtenir la satisfaction de telle ou telle revendication en Italie alors que la décision ne peut être prise que par un patron qui se trouve en Belgique ?

Même ce que les travailleurs ont obtenu ne sert qu'à les diviser : la durée du travail, le régime des retraites,

la Sécurité sociale, le droit de grève, les moyens de défense des travailleurs dans l'entreprise (délégués du personnel par exemple), tout cela varie d'un pays à l'autre et c'est un jeu pour le patronat de se servir de ces différences pour opposer les travailleurs entre eux, non seulement pour les empêcher de s'unir, mais même pour favoriser leurs affaires : les différences entre travailleurs de plusieurs pays peuvent même devenir un élément de la stratégie commerciale d'une firme.

## Les objectifs immédiats des travailleurs

Dans cette transformation des formes du capitalisme, les travailleurs ont perdu une grande partie des armes qu'ils possédaient il y a trente ou quarante ans et pour les retrouver, ils doivent obtenir que leurs moyens de défense s'adaptent aux nouvelles formes de l'exploitation, c'est-à-dire d'abord l'unification des conditions de travail dans tous les pays européens : les régimes de Sécurité sociale, l'âge de la retraite, la durée du travail, les congés payés, doivent être identiques dans tous les pays et alignés sur le régime le plus favorable existant actuellement mais aussi, les conditions d'embauche, la formation permanente doivent être les mêmes, les certificats d'aptitude professionnelle équivalents d'un pays à l'autre.

Enfin et surtout, les travailleurs d'Europe doivent obtenir des droits politiques identiques dans tous les pays, pour que les frontières cessent d'être ces filtres qui laissent passer la force de travail, mais empêchent le transfert des idées, des opinions et des manifestants.

Que l'on nous comprenne bien, il ne s'agit pas ici de définir les caractéristiques d'une Europe que l'on considérerait comme socialiste, ce n'est pas le problème, il s'agit simplement des objectifs que les travailleurs d'Europe doivent se donner simplement pour retrouver des moyens d'action qu'ils ont perdus par le développement d'un capitalisme multinational.

C'est ce qu'ont parfaitement compris les travailleurs qui se battent contre le marchand de chaussures en Alsace, et cela restera l'extraordinaire mérite de nos camarades de la section de Strasbourg d'avoir montré que c'est l'action prioritaire de créer une complète solidarité entre tous les travailleurs d'Europe malgré toutes les frontières que la bourgeoisie essaye de dresser entre eux.

Sauver T.S. l'initiative centrale Sauver T.S.  
1 abonné par militant